



# LA CRISE DES GRANDS LACS

Facteur ethnique de la crise de l'Afrique des grands lacs

Mémoire de géopolitique  
Du colonel ABAKAR Youssouf Mahamat Itno  
Du Tchad  
dans le cadre du séminaire « l'arc des crises »

Directeur : Monsieur Jean-François Dagusan

Maître de recherche à la fondation pour la recherche stratégique

Mars 2003

Glossaire

Sommaire

Introduction

Conclusion

Annexes

Cartographies

Bibliographie

## Glossaire

FPR :	front patriotique Rwandais
UNAR :	Union Nationale Rwandaise
ONU :	Organisation des Nations –Unis
MDR :	Mouvement Démocratique Rwandais
PARMEHUTU :	Parti du Mouvement d’Emancipation Hutu
ARN :	Alliance Rwandaise pour l’Unité Nationale
MRND :	Mouvement Révolutionnaire Nationale pour le Développement
NRA :	National Resistance Army
FAR	:Forces Armées Rwandaises
CNDD	:Conseil National de Défense pour la Démocratie
FDD	:Force de Défense pour la Démocratie
RDC	:République Démocratique du Congo
UE	:Union Européenne
PIB	:Produit Intérieur Bride
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PLC	:Parti de la Libération du Congo
FPLC	:Front Patriotique de Libération du Congo
LDC	:Lutte pour la Démocratie au Congo
MPLC	:Mouvement des Paysans pour la Libération du Congo
FAZ	: Forces Armées Zaïroises
HCR	Haut Commissariat de Réfugiés
AFDL	:Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
RCA	République centrafricaine
FAC	Forces Armées Congolaises
ARS	Armée de Résistance du Seigneur
SADEC	Communauté des Etats de l’Afrique Australe
SPLA	Armée de Libération des Peuples du Soudan
MPLA	Mouvement Populaire de Libération de l’Angola
Flec	: Front de Libération de l’enclave de Cabinda

# Sommaire

## Partie 1 : La crise Rwandaise

### Chapitre 1 : Les effets pervers de la colonisation

- I Renforcement d'aristocratie Tutsis
- II : Une indépendance empoisonnée
- III : Consolidations du pouvoir HUTU

### Chapitre 2 préparation de génocide

- I : Les faux espoirs d'Arusha (printemps 92-94)
- II : Les descentes aux enfers
- III : La victoire du FPR

## Partie 2 : La crise Burundaise

### Chapitre 1 : Les différentes étapes du conflit burundais

- I : L'ethnisation des conflits au Burundi
- II : Le retour du pouvoir de Pierre Bujoja
- III : 1999 : Le renforcement de la guérillas

## Partie 3 La crise en république démocratique du Congo

### Chapitre 1 : Un pays continent à la dérive

- I : Une riche tradition insurrectionnelle
- II : Le Kivu nouvel épicode des crises des Grands Lacs
- III : Un bastion traditionnel de l'anti-mobutisme

### Chapitre 2 : Un espace de conflit multidimensionnel

- I : La première grande guerre africaine
- II : Les pays impliqués directement ou indirectement dans le conflit
- III : Les mouvements au cœur de la crise armée



## INTRODUCTION

De tous les conflits de l'après-guerre froide, celui qui embrasse l'Afrique des grands lacs est le plus emblématique. Il a été d'abord marqué par un des plus dramatiques génocides du siècle. Il a vu déplacements massifs de populations. Il a consacré l'effacement de l'influence des grandes puissances et confirmé la paralysie de la communauté internationale. Les guerres du Rwanda, et du Burundi, du Zaïre se résument-elles à des conflits ethniques ? Marquent-elles un début de la recomposition politique de la région –qui sortirait ainsi de l'ère des (après-indépendance) ou, au contraire, consacrent-elles la fin des Etats et le règne du désordre ? Qu'est-ce qui explique les difficultés de la communauté internationale à empêcher des tueries à grande échelle ?

D'une dynamique meurtrière qui dévaste depuis des années à l'intervalle régulière

Le Rwanda et le Burundi et dont les effets touchent désormais le Kivu.

Une situation humaine et sociale complexe. Les conflits meurtriers qui ensanglantent la région des grands lacs depuis plus de trois décennies sont alimentés par la dégradation progressive des rapports intercommunautaires entre les différents groupes de populations qui cohabitent au Rwanda et Burundi. Mais les clivages ethniques s'y développent selon une logique et de modalités très spécifiques, faisant de la situation conflictuelle prévalant dans cette région un cas très particulier à l'échelle de l'Afrique.

A trois reprises dans l'histoire Rwandaise par le jeu des assimilations entre pouvoir et ethnie ces éléments prennent les apparences de violences communautaires :

En 1959-1963 dans le cadre de l'indépendance une faction Hutu appuyée par le colonisateur Belge renverse un monarque dominé par des factions Tutsis ; cette lutte s'accompagne de pogrom anti-Tutsi, affectant principalement les campagnes ;

En 1973 les violences contre Tutsi se déroulent cette fois essentiellement dans les villes. Elles prennent la forme d'une purge des fonctionnaires Tutsi et le pillage de commerce ;

– le génocide de 1994 ; premièrement le 6 avril 1994 le conflit change de nature avec la destruction de l'avion présidentiel par missile au-dessus de Kigali. celui-ci agrège en un moment ces différentes formes de violences .

Une faction Hutu tente reprendre le pouvoir et d'établir un nouvel ordre politique en déclenchant le génocide prenant le contrôle d'une administration territoriale particulièrement développé ce groupe diffuse la violence

A travers l'ensemble du pays ,permettant l'impression violente de toutes tensions traversant la société Rwandaise .

Burundi a des caractéristiques physiques (superficie ,et densités plus ou moins ethniques analogues au Rwanda .la décolonisation entraîne le monopole du pouvoir par les Tutsis minoritaires . les révoltes (1971) sont réprimés par des massacres .Une résistance militaire Hutu l'emporte mathématiquement les Tutsis refusent le résultats :c'est la guerre civile le président Hutu puis son successeur sont assassinés . En juillet 1996 le président Hutu est destitué par major Pierre Bujoya

Zaire ,ce pays apparemment destiné à devenir une ,voire la grande puissance africaine , en raison de sa localisation géographique au carrefour des Afrique occidentale ,orientale , centrale et ses formidables potentialités tout économiques qu'humaine .Dès la décolonisation le pays s'est fragmenté avec d'abord la sécession du Katanga (1 producteur mondial d'uranium , 2/3 du cobalt mondial) en 1960

La prise de pouvoir de MOBUTU en 1965 permet de stabiliser la situation congolaise .En 1994 la guerre civile rwandaise et son afflux de réfugiés essentiellement Hutus déstabilise profondément le pays :une sorte de Hutu Land menace de se créer au Kivu en réaction une coalition hétéroclite dirigée par Kabila soutenue les Etats-Unis (veulent prendre pied au zaire utile celui des 3k :Kivu hydrocarbure ,Katanga cuivre ,kasai diamants ) les Tutsis de Kigali et l'Ouganda se mettent en place en mai 1997 entre à Kinshasa .

En août 1998 , qui à défaut de renverser quelque semaine le régime Kabila alors aux abois , ainsi que l'avaient planifié les concepteurs rwandais et ougandais de l'opération s'est transformé en un conflit régional la première guerre Africaine entre armées nationales mouvements de rebelles , les milices tribales.

Le grand Kivu ,zone frontalière de l'Ouganda , du Rwanda ,et Burundi , se trouve au cœur de tragédie de la région de grands lacs . Rivalités ethniques exacerbés par le pouvoir ,conflits fonciers exode massifs de réfugiés rwandaise en 1994 ,présence de milices tribales ,des miliciens Hutus ,auteurs du génocides rwandais ,et rebelles burundais et ougandais. Mais déçoit ceux qui l'ont poussé au pouvoir en essayant de se libérer de leur tutelle .Le 2 Août 1998 une tentative de coup d'Etat échoue à Kinshasa . Le putsch manqué se transforme en rébellion contre le régime de Kabila , mené à partir du Kivu par des éléments forces armées

congolaises ,des soldats rwandais et des combattants banyamulengues .En quelque semaines cette rébellion degenerate en véritable conflit africain avec deux coalitions :d'un cote les forces gouvernementales appuyée par Angola ,le Zimbabwe ,la Namibie et le Tchad ,de l'autre des factions rebelles rivales soutenus principalement par le Rwanda et l'Ouganda . Le conflit qui est à la fois conflit d'annexion territoriale un conflit ethnique , conflit politique , et finalement conflit économique .Le 16 janvier 2001 l'assassinant de Kabila et succéda par son fils et la question reste de savoir jusqu'ou Josèphe Kabila pourra aller dans le processus de retour à la paix et établissement du dialogue inter congolais .

## partie I:La crise rwandaise

### Chapitre 1.Les effets pervers de la colonisation

#### I : Le renforcement d'aristocratie Tutsis

1885 Lors de la conférence de Berlin qui établit les bases du partage de l'Afrique entre les puissances européennes, la région des grands lacs est réservée à l'Allemagne. La population, nombreuse, est composée de Hutu (85%), Tutsis (14%), Twas (1%). Leur spécialisation économique est relativement différente mais ils parlent la même langue, obéissent aux règles coutumières, se réclament des mêmes ancêtres mythiques. Ils n'ont pas de territoire spécifique et se marient entre eux.

1896 Le Rwanda devient protectorat allemand. Le pays ayant une forte organisation étatique garde son roi issu des Tutsis et ses frontières

1922 Le Rwanda et le Burundi placés sous mandat de la société Nations, sont administrés par la Belgique et unis économiquement puis administrativement au Congo belge. L'administration coloniale s'appuie sur l'aristocratie Tutsis qu'elle renforce. L'évangélisation sous l'impulsion des prêtres blancs s'intensifie. Le pouvoir belge, hiérarchie catholique, universitaires, font des Tutsis la classe dominante, une « race » prétendument supérieure, intermédiaire entre le blanc et le noir. Ces stéréotypes raciaux se répandent pendant plusieurs décennies instillant l'ethnicisme dans les esprits.

L'instrumentalisation politique des antagonismes intercommunautaires :

1959 Les premières violences éclatent en novembre lorsque les Tutsis attaquent un dirigeant Hutu : les morts se chiffrent par centaines

L'administration coloniale et les missions catholiques changent radicalement d'attitude : face aux élites Tutsis tentée par l'indépendance, elle suscitent l'émergence d'une élite hutue et encouragent une « révolution sociale » ayant pour but de déposséder du pouvoir la minorité Tutsis. L'administration coloniale remplace la moitié des responsables Tutsis par des Hutu. Beaucoup de Tutsis partent en exil, leurs enfants seront des soldats du FPR (front patriotique rwandais) Paul Kagame était l'un d'entre eux, ses parents ayant quitté le Rwanda alors qu'il avait deux ans. Le mouvement d'indépendance est empoisonné : il ne se dresse pas contre l'ancien ordre colonial, il se construit sur la notion d'ennemi intérieur. Le Tutsi, outre le tyran allié des colons, devient étrangers. L'unité de la nation rwandaise vole en éclats.

1961 Le Parme Hutu (parti du mouvement de l'émancipation des Hutus) est victorieux aux élections de juin 1960 boycottées par le parti Tutsis adverse, l'UNAR (union nationale rwandaise). Soutenu par les Belges, il proclame l'abolition de la monarchie et l'instauration de la première république. Les « anciens seigneurs » sont persécutés.

## II : Une indépendance empoisonnée:

D'une monarchie « raciale » à une « démocratie » ethnique

L'opposition Hutu /Tutsi n'est donc pas ethnique mais plutôt « raciale » :il s'agit de deux populations aux origines totalement différentes qui se sont au fil des siècles partiellement homogénéisées et mélangées ,ce qui signifie pas unifiées et fusionnées . Ce mélange biologique ,réalisé par le mariage d'hommes Hutu et de la femme Tutsi, ne doit pas être confondu avec un affranchissement social :on appartient toujours à l'ethnie du père . Plus précisément , les Hutus seraient les lointains descendants de peuples bantou phones venus d'Afrique de l'ouest il y a plusieurs millénaires ,essentiellement agriculteurs .Les Tutsis seraient des pasteurs nilotiques venus de Nubie ,poussant leur bétail devant eux vers le sud pour fuir la désertification du Sahara. Les Tutsis , qui se faisaient appeler volontiers les « tombés du ciel », se sont imposés et ont mis en place un royaume du type « racial ».

Jouant sur les rivalités internes de l'aristocratie Tutsi et bénéficiant de l'appui de l'église catholique ,il parvint à introniser le 16 novembre 1931 un nouveau roi plus favorable à la Belgique , le Mwami Mutara III ,qui se convertit aussitôt au catholicisme , suivi par de très nombreux sujets 3 .Le succès des pères blancs et harmonie sociale qui régnait au Rwanda se maintinrent jusqu'en 1959, moment où l'église gagné par le progressisme ,déclara que « la domination de la minorité Tutsi sur la majorités Hutu n'était plus acceptable »1.Sentant le dangers ,les autorités Tutsis demandèrent en vain à l'ONU le retrait du mandat de la Belgique . En vérité la communauté internationale avait déjà décidé d'organiser des élections au suffrage universel dont les Hutus seraient évidemment vainqueurs .La brutalité de la transition politique et l'absence d'accompagnement allaient inaugurer une longue période de troubles ,d'exils et des massacres .

La première république était proclamée en tout illégalité à Gitarama le 28 janvier 1961 par une assemblée de notables locaux .Des consultations s'ensuivirent qui reflétèrent très exactement la composition du pays :la monarchie fut abolie et le parti , le MDR-PARMEHUTU, gagna les élections législatives de septembre 1961. La démocratie était née , le 26 octobre de même année Grégoire Kayibanda était élu président de la république par l'assemblée législative. Pendant ce temps ,le roi Kigeli V était arrêté par les belges et le 1<sup>er</sup> juillet 1962 ,l'indépendance était proclamée.

1962 Le Rwanda et le Burundi accèdent à l'indépendance . Les partis politiques reposent sur des bases ethniques ,les « ethnies » étant en fait des communautés récemment constituées unies l'une par peur de l'autre ,le désir de vengeance ,la haine .De nombreux Tutsis fuient ces

troubles. Parallèlement ,l'ancienne élite Tutsis en exil pour s'installer dans les pays voisins :Congo belge ,Burundi ,Tanzanie, et Ouganda. A partir de ces communautés établies à l'étrangers, des petits groupes de rebelles armées , surnommés les inyenzi<sup>1</sup> s'infiltrèrent au Rwanda pour commettre des actes terroristes, suscitant de la part des autorités Hutus de sanglantes représailles à l'encontre de la population civile Tutsis .La dynamique de « détutsification » du pays va s'accélérer avec l'échec. La répression qui suit une attaque Tutsis à partir de Burundi en décembre 1963 frappe pour la première fois femmes et enfants au Rwanda .

### III.La Consolidation du pouvoir Hutu

1973 coup d'état au Rwanda :le ministre de la défense ,le général Juvénal Habyrimana, un Hutu du nord ,s'empare du pouvoir aux dépens du président Grégoire kyibanda , un Hutu du sud . Le nouvel « homme fort » du Rwanda loin de calmer les tensions ethniques , les attise ; il instaure un rumeurs clausus dans les universités et les administrations en fonction de la part des communautés et il refuse aux exilés Tutsis le droit de retour sous des prétextes fallacieux (le pays serait trop pauvre et trop petit pour les accueillir).

1979 Les exilés Tutsis créent l'ARN(alliance rwandaise pour l'unité nationale) qui se transforme en 1987 en front patriotique rwandaise (FPR) ,organisation politico-militaire <sup>2</sup>désireuse d'imposer le retour des réfugiés et la participation de Tutsis au pouvoir .

---

<sup>1</sup> Ce terme péjoratif , qui signifie « cancrelats »en kinyarwanda ,sera de nouveau utilisé dans les années 90 pour qualifier les combattants du front patriotique rwandaise.

<sup>2</sup> Le qualification de Hutu disparaît dans le nom du nouveau mouvement au profit de l'adjectif national ,afin de le rendre accessible à tous les citoyens rwandais , y compris le Tutsis.

<sup>3</sup>Le rapprochement entre les régimes au pouvoir à Kigali et à Bujumbura permet la concrétisation de plusieurs projets de coopération régionale :constitution en 1976 de la communauté économique des pays des Grands

Le général Juvénal Habyarimana consolide son pouvoir en transformant le Parmehutu en mouvement révolutionnaire national pour le développement (Mrd). Plus qu'un simple toilettage du parti Hutu, l'objectif est de faire ce mouvement l'expression du « peuple rwandais politiquement organisé » pour reprendre l'expression officielle. Le général entreprend par ce biais une politique de réconciliation avec les Tutsis, qu'il s'agisse de la minorité rwandaise<sup>2</sup> ou des autorités du Burundi voisin<sup>1</sup>.

S'ouvrant à une aide internationale très importante, le Rwanda connaît jusqu'au milieu des années 80 une période faste, marquée par une relative prospérité économique, la modernisation de ses infrastructures et des absences de tensions ethniques majeures.

En 1986 en Ouganda, Yoweri Museveni, chef du mouvement national de la résistance (NRA) s'empare du pouvoir à Kampala. Pour les nombreux réfugiés Tutsis qui ont contribué à la victoire de la NRA, l'Ouganda de Yoweri constitue non seulement un refuge mais aussi une base arrière et modèle politique sans aller jusqu'au multipartisme jugé trop risqué.

En 1990, le FPR, sous la conduite de fr. Rwigyema, ancien chef d'état-major et vice-ministre de la défense Ougandais envahit le nord du Rwanda, en octobre 1990. Ce sont des combattants de l'APR (Armée patriotique rwandaise), la branche armée du FPR. Il s'agit pour le plus grand nombre de descendants de quelque 600 000 Tutsis qui se sont installés en Ouganda au début des années 60 pour fuir la « révolution Hutu de 1959 » et ses lendemains sanglants. Les rebelles sont bien équipés : mitrailleuses, mortiers, canons sans recul, appareils de transmissions, véhicules 4x4. Les FAR (force armées rwandaise) sont débordées et cette offensive n'est enrayée que grâce à l'intervention des « paras » Français qui sont engagés, conformément à un accord d'assistance militaire signé à Katimani en 1975, puis maintenus. La guérilla gagne le nord du pays.

## Chapitre 2 : De la guerre civile au génocide

### I : Les faux espoirs d'Arusha (printemps 92-94)

---

Lacs(CEPLG), en compagnie du Zaïre, puis en 1978, de l'organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la rivière Kagera (avec la Tanzanie et l'Ouganda)

Le processus de négociations initié à Arusha au début de l'été 1992 . En mai 1992 le FPR déclenche une offensive d'envergure ,qui se traduit par l'occupation provisoire de la ville byumba et provoque plusieurs déplacés .Il réédite ce genre d'opération durant la phase de préparation des accords dite Arusha I V en février 1993 ,afin de se retrouver en position de force sur le terrain .Aurolé de ses récentes victoires , le FPR aborde dans le bonnes conditions de longues négociations et aboutissent aux accords d'Arusha V, signé le 4 août 1993 en effet ,il prévoyait l'intégration des forces armées de deux parties, l'effectif de la nouvelle armée nationale étant limité à 13000 hommes , auquel il fallait ajouter une gendarmerie de 6000 hommes . Ces forces devaient provenir pour 60% des FAR et 40% du FPR, les postes de commandement étant repartis équitablement .

1993 « progoms »organisés par des Hutus contre les Tutsis répondent des massacres de familles hutues par les Tutsis du FPR en janvier . Le 8 février ,les « rebelles » Tutsis lance une nouvelle offensive ; ils parviennent à une vingtaine de kilomètre de Kigali .Paris dépêche deux compagnies supplémentaires de parachutistes : l'offensive est nouvelle fois enrayée .

Après la signature des accords d'Arusha ,en Août 1993,conclus en partie sous la contrainte de la communauté internationale et prévoyaient le partage du pouvoir entre le parti du président ,les formations d'oppositions et le front patriotique rwandaise , ainsi que la fusion des deux armées ,les préparatifs du crimes s'accélérent .Préparatifs psychologiques :une radio « privé »Financée par l'entourage du président , la Radio libre des Milles Collines , entra en action .

La préparation du crime fut également matérielle : des armes venues d'Egypte , d'Afrique du Sud mais aussi de la France , furent massivement importées et distribuées à la population .En décembre 1993 , alors que les « casques bleus » belges et bangladais censés garantir l'application des accords d'Arusha s'installaient dans Kigali ,et que les contingent militaire Français ayant pris part aux opérations de guerre quittait le pays , les maires distribuaient les armes dans les communes ,atteignant jusqu'aux plus petits niveaux de pouvoir , les secteurs et les cellules .En meme temps ,des jeunes gens ,chômeurs ,délinquants, paysans sans terre et avenir dans ce pays surpeuplé, étaient recrutés pour devenir des miliciens, les interhamwe.

Il devaient recevoir ,une formation militaire particulière :dans la région du Mutara , sur les collines voisines de Kigali , on leur apprit à « travailler » avec la machette , à frapper systématiquement le front ,la nique , à sectionner les articulations ... Depuis le début de 1994

, les « casques bleus » , dont la mission se limitait au « maintien de la paix », assistaient impuissant

## II : La descente aux enfers

6 avril 1994 .Attenta à Kigali :l'avion du président Habyarimana ,qui se rentre de Dar- Es-Salaam à Tanzanie , est abattu par des missiles sol-air alors qu'il s'apprête à atterrir sur l'aéroport de Kigali .Le président burundais Cyprien Ntaryamira qui se à bord est tué lui aussi .On ne connaît toujours pas la provenance des missiles et identité des auteurs de l'attenta .Deux hypothèses s'opposent : l'attenta aurait été commandité par le FPR , majoritairement issu de la minorité Tutsis et engagé depuis octobre 1990 , dans une reconquête du pouvoir par la force ou, à l'inverse ,il aurait été l'œuvre des extrémiste Hutus opposés au partage du pouvoir avec les Tutsis et méfiants à l' egard du président .La rapidité avec laquelle la garde présidentielle et les milices Hutus , listes de noms à la main , se sont ruées chez les Hutus modérés et les Tutsis pour les massacrer a, dans un premiers temps , accredité cette thèse .Les officiers de l'armée gouvernementale , sous la direction du colonel Bagosora, s'emparent du pouvoir et se livrent immédiatement à des tueries de Tutsis.

Une certitude , c'est un génocide qui perpète au Rwanda au printemps 1994 ,un crime de masse prémédité (cf. fax envoyé à l'ONU par le commandant des casque bleus de la Minuar,le 11janvier 1994 à ses supérieurs « informateur a reçu l'ordre de recenser tous les Tutsis de Kigali .Il suspecte que c'est pour leur extermination ...en vingt minutes , ses hommes peuvent tuer plus de mille Tutsis »),un crime de masse planifier et systématiquement mis en œuvre. Les responsables du programme d'extermination (et tout particulièrement l' Akazu, premier cercle présidentiel ) font preuve d'une détermination sans faille . La « Radio libre de mille collines » encourage les massacres .Les exécutants ,bilan de l'impunité et de la haine , suivent facilement , le crime étant intègre à la vie quotidienne :le quatrième génocide du siècle populaire !Bilan ? En ce jours, au moins 500 000 morts ,et peut-être 800 000.Le « pays des milles collines » devient le « pays des âmes mortes » . Pas une famille où il n'y ait des victimes ... ou des tueurs .Et la communauté internationale ? Et les puissances occidentales ?

Les belges et les français évacuent leurs ressortissants et ferment leur ambassade le 12 avril .L'opération « Amaryllis » est controversée : des dignitaires Hutus auraient été évacués alors que les employés Tutsis de l'ambassade sont abandonnés à leur triste sort .

L'ONU, paralysée par la réticence des Etats membres et inadéquation de ses moyens , refuse d'abord de reconnaître la réalité du génocide ce qui l'aurait obligée à intervenir conformément à la convention sur la répression de ce crime ,adoptée en 1948 .Elle décide meme le 22 avril de réduire le nombre de casqué bleus de 2500 à 270 .Cette logique de retrait , combinée à l'évacuation de pratiquement tous les expatriés , est interprétation par les tueurs comme une sorte de feu vert pour amplifier leurs massacres en toute impunité . La communauté internationale donne l'impression de se laver les mains du drame en train de se produire au rwandais .

### III :La victoire du FPR

4 juillet 1994 :l'armée populaire rwandaise ,l'APR ,bras armé du FPR et composé pour l'essentiel d'exilés Tutsis , pénètre dans Kigali d' où sont chassées les FAR (forces gouvernementales ) . Le conflit s'achevait avec la victoire militaire du FPR ,le massacre de près d'un million de rwandais et l'exil de 4 millions de personnes , réfugiées ou déplacées.<sup>1</sup>

19 juillet : un gouvernement d'union nationale est mis en place autour du président Pasteur Bizimungu du FPR et du premier ministre Faustin ,issu du MDR (Mouvement démocratique rwandais ) .Sa tache est immense : rétablissement d'une administration et de la sécurité , exercice de la justice , restauration des infrastructures , retour des réfugiés ... Les dirigeants de l'UPR et du FPR doivent rendre possible la cohabitation tout en assurant la justice et la sécurité . « L' homme fort » du nouveau régime est le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la Défense .La dérive sécuritaire se manifeste dès 1995 :le premier ministre Faustin est révoqué le 28 août 1995 .Elle se confirme en 1996 : toute activité militaire hors du FPR étant de facto interdite , les opposants fédèrent , de l'étranger , un mouvement rejetant les extrémistes Hutu et Tutsi (le front de résistance pour démocratie ) . L'autoritarisme du régime s'accroît et l'ethnisation s'accroît .

---

<sup>1</sup> Hutu :1 ,3 million au RDC , 580000 en Tanzanie et 280000 au Burundi.  
Tutsi :350000 en provenance du RDC et en provenance d'Ouganda .

## Partie II: La crise burundaise

Le Burundi a des caractéristiques physiques (superficie et densité + identique) et ethniques analogue au Rwanda. La décolonisation entraîne le monopole du pouvoir par les Tutsis minoritaires. Les révoltes (1972) sont réprimées par des massacres. Une résistance militaire hutue s'organise alors et fait pression pour obtenir des élections libres en juin 1993. Le candidat Hutu emporte mathématiquement mais les Tutsis refusent le résultat : c'est la guerre civile. Le président Hutu puis son successeur sont assassinés. En juillet 1996, le président Hutu est destitué par le Major Pierre Buyoya.

I :L'ethnisation des conflits au Burundi.

1962 le Burundi accède à l'indépendance. Les partis politiques reposent sur des bases ethniques, les « ethnies » étant en fait des communautés récemment constituées unies par la peur de l'autre, le désir de vengeance, la haine.

Début de la crise au Burundi : en janvier 1965, le premier ministre Hutu, Pierre Ngendandwe, est assassiné ; mais, le roi ne tient pas compte de la victoire massive des Hutus lors des élections législatives et nomme un premier ministre Tutsi ; octobre, la répression à la suite d'une tentative de coup d'Etat de la gendarmerie, majoritairement hutue, est extrêmement violente.

Le premier ministre, Michel Micombero, renverse le roi en novembre 1966, proclame la république et purge l'armée de ses officiers Hutus.

Une nouvelle tentative de coup d'Etat en avril 1972 est réprimée dans un bain de sang (quelque 200 000 Hutus sont massacrés ; 300 000 autres sont contraints à l'exil).

1992 –1996 : l'échec dans la violence d'un nouveau système politique

Deux événements conduisent le régime à se reformer afin de perdurer. En août 1988 les rebelles Hutus s'infiltrèrent dans le nord du pays depuis le Rwanda. Les Tutsis de deux

communes sont massacrés . L'armée intervient . Des dizaines de milliers de Hutus sont alors tués en représailles .Après deux décennies de logorrhée unitaire ,cet évènement souligne la violence potentielle minant la société Burundaise .Parallèlement , la scène internationale évolue . La démocratisation devient le nouveau leitmotiv . Tant pour des raisons de tensions intérieures que pour rester au diapason de ses bailleurs de fonds , le régime burundais évolue brusquement .En mars 1992 ,une nouvelle constitution pluraliste est adoptée ; en avril de meme année ,un premier ministre Hutu est nommé .En juin 1993 les élections sont organisées , Melchior Ndadaye , candidat du front des démocrates du Burundi (Frodebu), Hutu du centre du pays . Les élections de 1993 rendent possible une revanche contre une communauté Tutsis jugée globalement responsable des assassinats de 1972 . La victoire de juin 1993 constitue une double remise en cause de l'ordre politique prévalant depuis 1972 .Tensions dans la fonction publique : les cadres du Frodebu –essentiellement Hutus - sont nommés aux postes responsabilités au détriment de fonctionnaires essentiellement Tutsis depuis 1972 .En l'espace de trois mois , le bouleversement s'étend des postes de directeurs généraux des ministères aux directeurs d'école , en passant par les fonctions clés d'administration communal .Tensions sur la question de la terre : les 150 000 Hutus ayant fui le pays en 1972 veulent rentrer et récupérer leurs terres , les plus souvent occupées puis vendues .Tensions dans l'armée , enfin : l'enjeu sécuritaire amplifié par la peurs accumulées depuis plusieurs décennies fait de la composition de l'armée une question centrale .Coté Hutu , la reforme de l'armée est un impératif,pour éviter un nouveau 1972 ;coté Tutsis une reforme de l'armée renvoie au peurs liées à la tentative de coup d'Etat de 1965 et à la « révolution sociale » rwandaise .

Ces différentes tensions vont relever leur potentiel de violence avec coup d'Etat du 21 octobre 1993<sup>1</sup> , qui déclenche la guerre civile burundaise . Le président , ainsi que de nombreuses figures de proue du Frodebu sont assassinés à Bujumbura . Dans les jours qui suivent , certains cadres du Frodebu épaulés par les populations avoisinantes massacrent les Tutsis , principalement dans centre , le nord et l'est du , pays. Depuis lors ,le Burundi oscille entre tentative de négociation et résurgences de la violence . Aucun acteur ne paraît pouvoir revendiquer la légitimité du pouvoir . L'armée a été discrédité par la participation de certains officiers Bururi au putsch ; le Frodebu par la participation de certain de ces cadres aux exécutions de Tutsis .Chaque communauté

---

<sup>1</sup> .Deux tentatives avaient déjà eu lieu en juillet ,réactivant le syndromes de 1972 chez les cadres Frodebu et amenant certains d'entre eux – notamment dans le centre du pays – à se préparer à une insurrection

, bien que divisée en son sein , tend à se ressouder contre l'autre dès que surgit l'enjeu sécuritaire . Pendant la crise institutionnelle larvée conduisant à l'émergence et la réactivation de guérillas hutues (CNDD,Palipehutu,Frolina) qui installent leurs bases arrières au zaïre vers uvira (sud-Kivu) . Cependant ,le représentant des Nations unies ,Ahmed Ould Abdallah , s'efforce de jouer des liens régionaux pour dépasser les oppositions ethniques . Il réussit à faire signer aux protagonistes un accord de partage du pouvoir en janvier 1994 . Un nouveau président –Hutu du centre – et un nouveau premier ministre - Tutsi du nord - sont choisis .En avril 1994, le président Burundais meurt dans l'avion avec le président rwandais Habyarimana .En septembre 1994 , une « convention de gouvernement » est signée , reprenant les principes des accords de janvier 1994 .Silvestre Ntibantuganya - Frodebu Hutu du centre – devient président . Les principaux acteurs de la scène politique burundaise font de fait le choix d'une confrontation qui enfonce le pays dans la guerre civile .En mars 1994 les affrontements commencent à Bujumbura , où les habitants se regroupent dans les différents quartiers en fonction de leurs origines ethniques . Durant la fin de l'année 1995 et le début de l'année 1996, le renforcement des rebellions Hutus des forces pour la défense de la démocratie (FDD) et des forces nationales de la libération (FNL) entretient la crainte de l'extermination dans la communauté Tutsis .A plusieurs reprises , ces guérillas s'attaquent à des camps de déplacés Tutsis ,tuant chaque fois plusieurs centaines de personnes .Un nouveau massacre de déplacés Tutsis sert de déclencheur à un nouveau coup d'Etat , le 25 juillet 1996 . Ntibantuganya se réfugie à l'ambassade des Etats-unis ,tandis que dans la communauté Tutsi , officiers influents , commerçants importants et responsables politiques s'accordent pour faire de Pierre Buyoya le nouveau président .

## II :Le retour au pouvoir de Pierre Buyoya

Dans le sillage du retour au pouvoir de Pierre Buyoya , les personnes influentes au début des années 90 reviennent au premier plan .Au sein de l'armée , permis les responsables politiques et dans les entreprises para-publiques , l'ancien séraïl retrouve son influence .IL doit faire face à un triple enjeu : la situation du Burundi sur la scène internationale , à la suite de l'embargo imposé en août 1996 , en réaction du coup d'Etat par les pays voisins ; la fragilité de la base du régime , non seulement parmi les Hutus mais aussi parmi les Tutsis ; la situation sécuritaire due au renforcement des guérillas Hutus .

Pour les urbains , l'économie burundaise repose essentiellement sur l'exportation du café et l'aide internationale . Ces deux piliers se trouvent directement menacés par 'embargo mise en places par Julius Nyerere , le président tanzanien .En effet ,des familles issues des différentes factions concurrentes bénéficient de l'accroissement des marges sur les importations de biens ou les exportations de café .De ce fait , Bujumbura est contraint de réintégrer le processus de négociation qui se place sur la scène régionale , Arusha ,en Tanzanie .De tractations en concession laborieuses , Pierre Buyoya réussit à restaurer partiellement l'image internationale du Burundi <sup>1</sup> . A contrario , les paysans subissent de plein fouet les affrontements entre l'armée et rébellions Hutus, qui passent alors par une phase de déclin .Deux éléments expliquent l'affaiblissement du guérillas Hutus à la fin 96 .

En octobre 1996, le Rwanda et l'Ouganda, alliés avec des rebelles Zaïrois, puis avec Burundi et Angola ,déclenche une guerre contre Mobutu et contre les responsables du génocide de 1994, réfugiés au Zaïre .En deux mois , les camps des réfugiés rwandais et burundais sont démantelés . Les guérillas Burundaises perdent leurs bases arrières .Les FDD, alors les plus puissantes, sont les plus affectées ; puisque contrairement aux FNL, elles sont mal implantées dans les camps tanzaniens .Parallèlement , l'armée burundaise entreprend un politique de regroupement forcé des populations Hutus ,fin 1996.Dans les provinces où les guérillas sont les plus actives , l'armée s'appuyant sur le maillage

---

<sup>1</sup> La crainte d'une implosion du Burundi , voire d'un nouveau génocide , chez les partenaires occidentaux du Burundi joue un rôle cruciale dans cette évolution .

de l'administration , regroupe systématiquement , commune après commune , les paysans Hutus .En mars 1997 ,500 000 personnes sont ainsi regroupées dans 5 des 7 provinces burundaise .Création des camps de regroupement pour paysans Hutu (selon l'appellation Tutsis ) qui sont des camps de concentration de type NAZI ( selon l'appellation Hutu ) ou des camps de la raison d'être des villes mortes et de la grande terreur urbaine ayant disparu suite à la récupération intégrale du pouvoir ,les milices Tutsi doivent désormais participer à la lutte contre la rébellion Hutu ,d'où leur intégration à l'armée .

Pour le renforcement des centres de déplacés ,il s'agit de mieux protéger les Tutsis contre la rébellion Hutu .

Pour les camps de regroupement , c'est la seule façon d'isoler les populations Hutu des rebelles Hutu .Les guérillas Hutus s'avèrent incapables de s'implanter dans ces camps et sont chassés des provinces du nord et de l'est du pays .Elles ne restent actives que le long de la chaîne de montagnes qui traverse le Burundi du Nord au Sud en longeant Bujumbura . En 1998, Buyoya semble donc en passe de réussir son pari d'une « restauration autoritaire » 'allégée par une ouverture relative à certains leaders au sein du gouvernement .Cherchant à sécuriser durablement sa frontière zaïre et à retrouver son économie traditionnel , le régime se rapproche alors des Banyamulenge ,communauté Tutsi du Sud –Kivu .Inquiets de l'évolution du régime Kabila ,brouillés avec Kigali ,ceux-ci souhaitent déclencher une sécession du Sud Kivu . En août 1998, une nouvelle rébellion débute en République Démocratique du Congo .Burundais et Banyamulenge sont contraints de se rallier à l'initiative de Kampala et Kigali .Ce qui donne un second souffle aux guérillas Burundaises .Celles-ci peuvent désormais s'appuyer sur Kinshasa et ses allies Zimbabwéens .Les évolutions précaires qu'avait connues le Burundi depuis 1996 sont radicalement remises en cause .

III :1999 : le renforcement de la guérillas

Le renforcement de la guérillas résulte à la fois du nouveau contexte lié à la guerre en RDC et d'un lent processus d'apprentissage politique et militaire .Le conflit congolais ne permet pas seulement aux rebellions Hutu de retrouver ses basses arrières perdues en 1996 .Kinshasa et ses alliés fournissent également entraînement ,armes et munitions aux FDD qui se battent à ses cotés au Congo , au Sud -Kivu et au Nord- Katanga .Cette situation profite principalement aux FDD .Parallèlement ,les deux guérillas Hutus ont su progresser politiquement et militairement. Politiquement , elles ont actuellement renoncé aux massacres de déplacés Tutsis , comme ceux commis en 1996 ,pour se recentrer sur des objectifs plus militaires ou ayant un retentissement international .La prise temporaire de l'aéroport de Bujumbura le janvier 1998 témoignait de cette évolution .La bataille de Tenga, à une vingtaine de kilomètres au Nord de la capitale ,à la fin de l'année 2000 ,puis la prise d'un quartier nord de Bujumbura durant deux semaines ,en mars 2001,ont confirmé ce changement de stratégie .Pour la première fois depuis le début de la guerre civile ,une véritable adhésion faveur de la rébellion semble se dessiner parmi une partie des population rurales Hutus .Désormais ,les zones d'activités respectives sont relativement établies : FNL autour de Bujumbura et au nord de la capitale ,FDD au sud et sud-est du pays .Ces évolutions ne semblent cependant pas augurer d'une sortie de l'impasse militaire au profit de la guérillas . Lors des combats à Bujumbura en février, l'armée a fini par reprendre le dessus .Elle n'est néanmoins pas en mesure de tenir simultanément le front du Congo , le sud du pays et de garantir la protection de la capitale .

C'est sans doute dans l'évolution concomitante de la scène politique burundaise et de la situation économique que résident les causes principales causes de dégradation .

### Les négociations d'Arusha

Alors que les pourparlers entre factions Burundaises piétinent à Bujumbura ,Julius Nyerere , le président tanzanien ,s'implique dans la crise et enclenche le processus d'arusha en juin 1996 .L'approche ne diffère pas de celle des accords successifs signés à Bujumbura depuis 1994 :un partage du pouvoir pour obtenir l'arrêt de la guerre civile .Laborieuses les négociations progressent ,peu tout en absorbant l'essentiel de l'énergie des différents médiateurs internationaux (ONU,UE,Belge ,Américain) .

La profonde méfiance entre Bujumbura et Dar Es-Salam complique la donne ;chacune des factions burundaises tentent d'utiliser Arusha comme une caisse de résonance pour ses revendications. Mais les deux rébellions ne sont toujours pas présentes à Arusha .En février

1997 ,l'Afrique du Sud s'implique à son tour dans processus .La médiation de Nelson Mandela , après la mort de Julius ,semble donner un second souffle à ce processus .En août 2000, les différentes factions burundaises signent un accord pour établir un régime de transition , avec un partage du pouvoir ,sans que ne soient fixées les règles d'attribution des différentes factions .La course aux postes ne fait que s'amplifier, les différentes factions n'établissant un consensus que sur un point :la reprise de l'aide internationale. Le processus d'Arusha est miné à sa base par deux facteurs : la fragmentation de la scène politique burundaise qui obère jusqu'à présent toute coalition durable –depuis août 2000, la mise en place des institutions de transition ne cesse d'être reportée ,la représentativité incertaine des participants ,tous issus d'un meme milieu social ,les « diplômés » de Bujumbura ayant vécu ou vouloir vivre d'une économie de rendre désormais déliquescence. Ce phénomène ne peut qu'être amplifié par l'absence des rébellions à table des négociations .De ce fait ,le processus de recomposition de la scène politique burundaise n'a que peu profité d'Arusha .

## Partie III :La crise en république démocratique du Congo

### Chapitre 1 : un pays –continent a la dérive

Comme l’avaient sinistrement pressenti de nombreux observateurs , le président maréchal Mobutu a rendu en mai 1997 le pays dans l’état catastrophique dans lequel il l’avait trouvé à son arrivée au pouvoir en novembre 1965 .Le bilan de Laurent-Désiré Kabila et de son équipe n’est pas de plus flatteurs . Ils montrèrent très vite leurs limites à gérer un pays de l’ampleurs et de la richesse de la République Démocratique du Congo . A son arrivée au pouvoir en janvier 2001 , Joseph Kabila devait trouver des millions de dollars par mois pour approvisionnement en carburant et produits de première nécessité de la seule ville de Kinshasa .

Un pays grand comme l’Union européenne , mais dix fois moins peuplé ,l’ancien Congo belge aurait dû devenir à son indépendance le pendant le francophone du Nigeria et de l’Afrique du sud ,et constituer un pôle de stabilité et de développement rayonnant sur toute l’Afrique sub-saharienne . Ses atouts étaient nombreux :

- un sous- sol gorgé de minerais (cuivre, cobalt, or , diamants ) , en faisant un véritable « scandale géologique » ;
- un potentiel hydroélectrique exceptionnel , lui donnant la possibilité de devenir la « dynamo » du continent noir ;
- une terre particulièrement fertile ,favorable à de nombreuses cultures et bénéficiant d’une pluviosité optimale ,en faisant le « grenier » potentiel de toute l’Afrique ;
- une population travailleuse et ingénieuse , dont l’importance numérique devait en faire un des grands pôles de la francophonie mondiale et l’un de grands marché émergents de cette fin de siècle ...

Quarante ans plus tard ,le constat est amer . Aucune de ces radieuses perspectives ne s’est vraiment concrétisée .Si le pays s’est souvent à la « une » des journaux , ce n’a pas été à cause de ses performances économiques ou de la réussite de son modèle de développement , mais plutôt à cause d’une histoire convulsive , d’un territoire désarticulé , d’une économie

délabrée et des frasques des « hommes forts » qui se sont succédé au pouvoir à Kinshasa .  
Différents facteurs expliquent une telle désillusion

I :Une riche tradition insurrectionnelle.

Dès les premiers jours de son indépendance ,le Congo belge a plongé dans une longue spirale de violence politique , incitant certains analystes à forger au début des années 60 le néologisme de « congolisation » , en référence à la situation inextricable prévalant alors dans le pays : mutinerie de la force publique en 1960 ,sécession katangaise de 1960, insurrection « muleliste » au Kwilu en 1964 , rébellion des « Simba » au Kivu de 1964 à 1968 ,guérillas « Lumumbistes » durant les années 70 dans l'est du pays , auxquelles ils convient de rajouter les offensives des « gendarmes Katangais » en 1977 et1978 au Shaba. Si les années 80 ont été marquées par un relatif déclin de la violence à caractère politique , un très net regain de tension s'est produit au début des 90 . Diverses formes de violence politique (émeutes urbains , mutineries des forces armées ,montée de l'insécurité , affrontements interethniques ,flambées xénophobes ,etc .)sont réapparues ou se sont développées , alimentées par la déliquescences du régime Mobutu et les effets contagieux des différentes crises ensanglantes la région des Grands Lacs . C'est dans ce contexte tourmenté ,rappelant à plus d'un titre climat forte instabilité ayant régné au cours des premières années de l'indépendance , que Laurent –Désiré Kabila ,ancien « jeune révolutionnaire prometteur » devenu homme de tous les trafics ,a resurgi des arrière – fonds de l'Histoire pour se retrouver propulsé au premier rang de l'actualité et se frayer un chemin jusqu'à Kinshasa , au terme d'une brève et spectaculaire campagne militaire .

Les bilan affligeant des années de Mobutu

Les 32 ans de règne du maréchal –Président ont été caractérisés par un rée « bond en arrière »du pays ,particulièrement criant durant les dernières années du régime .Selon la banque centrale , le PIB aurait baissée de 9% par an entre 88 et 93 ,tandis que la production de biens manufacturés serait tombé au dessous du niveau de 1974 . Tirant un terrible bilan de la gestion Mobutu , un rapport de la banque mondiale publié au printemps 1994 estimait que la régression économique était telle qu'elle avait retardé d'au moins un demi-siècle le développement du Zaïre , le PIB par habitant passant de 377 dollars 1956 à 117 dollars en 1993 . Les conséquences sur le plan social ont été dramatiques , en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la santé . Les taux de scolarisation et de vaccinations qui

atteignaient les 80 à 90% dans les années 70 ont dramatiquement régressé au cours des années 90 . Des maladies contagieuses que l'on croyait éradiquées sont réapparues tandis que de nouvelles pandémies se sont développées ( Sida , virus d'Ebola...), alors que la malnutrition progressait régulièrement , touchant près de 10% de la population au milieu de la décennie 90 . Dans de telles conditions , la grande masse des Zaïrois semblait perpétuellement en état de survie , pour le plus grand malheur des plus faibles . Au printemps 1995 , les ONG estimaient que plus de 1000 personnes mouraient chaque jour à Kinshasa du fait de cette « guerre sans fusils » résultant de la dégradation des conditions socio-économiques .

Un Etat toujours déliquescant .

Le terrible constat dressé précédemment résulte en grande partie de la « cannibalisation de l'Etat » par Mobutu et ses proches et de la démission morale des élites dirigeantes qui s'en est suivie . Sur ce point, l'alternance entre Mobutu et Kabila n'a que marginalement amélioré les choses . L'exemple venant du haut , nombre de cadres intermédiaire ont imité à leur niveau ces pratiques nocives : la corruption , la prévarication et le népotisme sont devenus des normes sociales intégrées , le cynisme est perçu comme une preuve d'intelligence , la notion d'intérêt général a disparu , le pillage des deniers publics est un réflexe spontané , l'informel est devenu la norme , tandis que l'honnêteté est assimilée à de la bêtise . L'installation du nouveau régime n'a pas fondamentalement changé les règles du jeu . Dans un contexte aussi catastrophique , la seule lueur d'espoir est venue du développement d'une contre-société civile , prônant des solutions alternatives pour compenser la démission de l'Etat . Associations privées, congrégation religieuses, entreprises encore en état de fonctionner des administrations et à la décomposition de l'autorité étatique . Dans le chaos ambiant , sont apparues progressivement de petites enclaves autosubsistance , auto-administrées et fondées sur des solidarités régionales ou communautaires . L'apparition de ces sortes « d'oasis de stabilité » aux quatre coins du territoire devait favoriser l'émergence d'une dynamique d'archipelisation du pays , susceptible d'aggraver les multiples menaces planant sur son unité.

Une entité artificielle et déséquilibrée

Comme de nombreux pays africains , l'entité politique « Congo /Zaïre » est une composition artificielle , découlant des marchandages entre grandes puissances européennes durant la période coloniale . Le territoire congolais recouvre pour l'essentiel du bassin hydrographique du fleuve zaïre , à l'exception de certains affluents septentrionaux . Mais ce bassin ne représente pas un ensemble homogène et le pays dégage de ce fait une image factice d'unité ,

qu'accentue l'extrême hétérogénéité prévalant sur le plan humain ,avec plus de 250 ethnies dénombrées . L'espace géopolitique zaïrois apparaît de ce fait structurellement vulnérable. Des régions périphériques dynamiques (Katanga ,Kivu ,Kasaï ,Haut Zaïre), très distinctes ethniquement et linguistiquement , qui sont davantage tournées vers leur environnement extérieur proche (Afrique australe, région des grands lacs, Afrique orientale), que vers cœur fluvial du pays, lointain et répulsif. Autre facteur déséquilibrant , la capitale ,Kinshasa ,est excentrée par rapport à ces périphériques lointaines .

L'essor d'un climat de violence. Le processus chaotique et inachevé de démocratisation lancé dans les dernières années du régime Mobutu s'est accompagné d'une flambée de violence .Différentes formes peuvent être distinguées :

- insécurité latente, enracinée dans le quotidien du plus grand nombre et expression d'une « normalité » faite de vols, de racket, d'exactions diverses ,relevant selon les cas de simple actes de délinquance commis par des gangs de hors-la-loi tentant de survivre dans le chaos urbain ambiant ,ou de véritables abus de pouvoirs commis par toute personne disposant de la moindre parcelle d'autorité et cherchant à échapper à la paupérisation de la fonction publique,
- violence politique ,résultant de tensions partisans engendrant des réactions musclées ,et dans la plupart des cas disproportionnées ,des forces de sécurité ,sur fond de prolifération d'armes à feu et d'émergence du phénomène milicien1,
- rôle déstabilisant des forces de sécurité Mobutistes(armées, police et autres forces paramilitaires), faisant figure de véritable « forces d'insécurité », souvent incontrôlée, parfois incontrôlables ;
- aggravations des antagonismes ethniques(antagonisme entre Lundas et Balubakats au Shaba, donnant lieu à l'expulsion dans des conditions dramatiques de près de 700 000 de ces derniers entre 1992 et 1994 ; affrontements interethniques au Kivu ,entre populations autochtones et Banyarwandas , donnant lieu à partir de mars 1993 à la « première » guerre du Masisi ;
- sans oublier ,in fine ,la relance de rébellions armées anti-mobutistes , lesquelles après avoir survécu dans état de demi-sommeil durant plus d'un quart de siècle dans les marches orientales du pays, devaient , du moins pour certaines ,être réactivées sous l'impulsion du Rwanda et de l'Ouganda et servir de « caution zaïroise » à la vaste entreprise de déstabilisation du régime Mobutu engagée à partir de la fin de l'été 1996. Agrégeant rebelles « zaïrois » et soutiens étrangers (Ouganda ,Angola, etc. .) ,ce

processus devait conduire Larent-Désiré Kabila au pouvoir , à la mi-mai 1997, au terme d'une fulgurante « longue marche » à travers tout le pays.

## II :Le Kivu ,nouvel épice centre des crises des Grands Lacs

Pays des collines, prolongation des hautes terres de l'Afrique des Grands Lacs , le Kivu, possède des terres volcaniques fertiles et bénéficie d'un climat sain , tempéré et pluvieux, en faisant une zone de fortes activités agricoles (culture et élevage)<sup>1</sup> et lui donnant l'aspect ,à l'échelle africaine ,d'un « pays de cocagne ». Situé à la périphérie de l'espace zaïrois, en bordure des Grands Lacs , sur le versant occidental de la crête Congo - Nil, le Kivu tourne le dos au reste du Zaïre et regarde traditionnellement vers l'Afrique de l'Est et le monde swahili .Ce tropisme « oriental » ,qui découle de la réalité tant géographique qu'humaine et économique de la région ,s'est encore accentué ces dernières années en raison de la déliquescence du pouvoir central à Kinshasa.

Il conviendrait en fait de parler du Kivu au pluriel puisque depuis 1998, la province a été morcelée en trois régions administratives : le Maniéma, la partie la plus occidentale , qui se caractérise par une importante minorité musulmane ,le Nord- Kivu et le Sud – Kivu .Constitue la partie la plus peuplée du pays(aux alentours de 8 millions de personnes).Le Kivu se caractérise par une forte densité de population , figurant parmi les plus élevées du Zaïre avec près de 100 habitants au km<sup>2</sup> .Dans certaines zones montagneuses du nord- Kivu , taux peut atteindre jusqu'à 350 habitants au km<sup>2</sup> ,équivalant à ceux rencontrés au Rwanda et au Burundi .Mais comparé aux concentrations humaines des Grands Lacs ,de densité « asiatique »,le Kivu a fait figure ,jusqu'aux années 50 d'espace relativement vide , servant de front pionnier et de déversoir démographique au monde rwandophone. Outre sa fertilité et sa densité humaine, le Kivu se caractérise aussi par la richesse des activités insurrectionnelles qui s'y sont manifesté depuis indépendance .

---

<sup>1</sup> En raison d'une altitude moyenne à 1000 m , le Kivu est épargné par la plupart des maladies endémiques que l'on rencontre en Afrique équatoriale (à l'exception du paludisme). L'altitude et les températures fraîches ne permettent pas à la mouche tsé-tsé, vecteur de la trypanosomiase ,et rend ces terres précieuses pour les Tutsis.

### III :Un bastion traditionnel de l'anti- mobutisme .

Dans le Zaïre des années mobutisme triomphant (de la fin des années 60 au début des années 90 ),le Kivu a servi de refuge à plusieurs petits mouvements de lutte armée , héritiers lointains des guérillas de la période héroïque 1964 –1968 et des guérillas dirigée par des proches de Patrice Lumumba comme Pierre Mulele ,Christophe ou Gaston Soumaliot .Ce dernier anime à partir de mai 1964 la guérilla des Simbas (lions en swahili) qui devait demeurer active au Kivu jusqu'en 1968.En dépit de l'écrasement de ces rébellions par l'armée congolaise (symbolisé par la victoire de Kamanyola remportée en juin 1964 sur les rebelles mullélistes par Mobutu en personne), quelques foyers insurrectionnels devaient perdurer pendant près d'un quart de siècle ,en pratiquant une miniguérilla fortement criminalisée , reposant sur de rares actions militaires qui ponctuaient un quotidien fait de trafics en tous genres (or ,ivoire, diamants, café ,etc.).Le Kivu apparaît au débuts des années 90 comme le conservatoire d'un reliquat de guérillas Lumumbistes ,qui avaient trouvé dans cette partie périphérique du pays un cadre favorable pour survivre : nature montagneuse et forestière du terrain ,porosité des frontières ,proximité de l'Ouganda ,du Burundi et de la Tanzanie abritant leurs base arrières , éloignement du pouvoir central , présence d'ethnies traditionnellement remuantes , etc. Au début des années 90 , l'importance militaire et la crédibilité politique de ces guérillas oubliées sont faibles ,voire inexistantes . Menant des activités plus proches du banditismes que de la guérilla classique ,mais leur activité est observable à partir du début des années 90 : embuscades de petite ampleur et quelques raids contre plusieurs localités en décembre 92, et octobre 94,sans que l'on sache précisément à qui attribuer la paternité de telles actions .A l'exception du PRP ,qui s'apparente davantage à un mouvement classique les autres acteurs il est difficile de connaître avec exactitudes l'affiliation partisane : Parti de la libération du Congo (PLC) , Front Patriotique de Libération du Congo (FPLC), Front Watalinga , Mouvement des paysans et des travailleurs , Lutte pour la démocratie au Congo (LDC) ou Mouvement des paysans pour la Libération du Congo (Mplc). Mais les troubles de nature politico-ethniques qui affectent le Kivu à partir de 1993 , l'arrivée massive de réfugiés , Hutus rwandais ,les interventions répétées des autorités rwandaises et ougandaises au Kivu afin de sécuriser leurs frontières et la chute du régime Mobutu vont considérablement modifier la donne régionale . Ce reliquat de mouvements

armées va , soit tomber dans l'oubli ,soit bénéficier d'une seconde vie (cas du PRP), en étant associés aux nouvelles dynamiques qui infléchir l'évolution du Zaïre . Car c'est de ce maelstronde guérillas inconnues ou oubliées que va surgir celui qui devait faire tomber Mobutu , Laurent- Désiré Kabila .

## Chapitre 2:Un espace de conflit multidimensionnel

Le Kivu connaît depuis 1993 une implacable « descente aux enfers »,en faisant le principal foyer de tensions du pays . En l'espace de cinq ans ,la région a connu pas moins de cinq guerres ,lesquelles , au- delà des impératifs conjoncturels de certains acteurs ,reposent sur une doubles causalités :

- de nature spécifiquement locale ,découlant des modalités du peuplement de la région et de la présence au Nord- Kivu d'une forte communauté originaire du Rwanda ,les Banyarwandas , dont les rapports avec les populations autochtones sont devenus au fil des ans concurrentiels dans les domaines fonciers , économiques , politiques et électoraux , avant devenir conflictuels. Il en a résulté des crispations identitaires puis violences de nature ethnique et xénophobe dans une région aux fertiles mais surpeuplées ,et la reconnaissance de la nationalité zaïroise aux Banyarwandas ;
- de nature régionale ,résultant des logiques conflictuelles qui ensanglantent la majeure partie de l'Afrique des Grands Lacs depuis plus d'une décennie et que le drame rwandais devait amplifier à partir du printemps 1994 .Affecté de manière croissante par ces conflits s'emboîtant les uns les autres , le Kivu en est devenu ces dernières années le véritable épiceutre .

Ces cinq « épisodes » guerriers qui s'enchaînent à un rythme soutenu ,outre une relativement faible médiatisation en dépit de bilans assez sanglants se caractérisent par une recomposition successive des forces en présence ,les adversaires d'hier ayant tendance à devenir les alliés d'aujourd'hui et inversement .

La première guerre du Kivu (mars 1993-début 1994)

Affectant exclusivement le Nord-Kivu,et plus particulièrement la riche région du Masis,ce conflit trouve son origine dans l'antagonisme opposant la communauté des Banyarwandas aux populations autochtone au sujet des questions foncières et d'attribution de la nationalités zaïroise .La crise éclate au grand jour à partir du 20 mars 1993 , avec l'attaque du marché de Ntoto dans la région de Walikale ,au cours de laquelle plusieurs dizaines de Banyarwandas

sont massacrés à coups de machette par des Nyangas .Ces troubles ,apparus au stade local et de manière plus ou moins « spontanée », ont également été alimentés par des contingences de politique intérieure zaïroise .La passivité des FAZ ,voire leur participation à certaines exactions et le comportement partial des autorités locales « mobutistes » ont pu être expliqués par leur volonté de laisser empirer la situation afin de déstabiliser le processus de démocratisation engagé et faire apparaître le Président Mobutu comme la seule autorité capable de reprendre la situation en main<sup>1</sup> .Une flambée de violence s'abat durant l'été 1993 sur les régions de Masis,Walikale et Rutshuru qui servent de cadre à une sorte de répétition à l'échelle réduite du drame qui devrait s'abattre sur le Rwanda au printemps 1994 :villages pillés, champs brûlés ,bétails volés ,infrastructures ravagées ,civils « machettés » ,collines « ethniquement purifiées » .Le bilan est lourd :de 6000 à 7000 morts et 200 000 déplacés en l'espace quelques semaines .A partir du printemps 94 ,les troubles au Kivu acquièrent une dimension nouvelle , liée au déclenchement du drame rwandais(génocide des Tutsis ,relance de la guerre civile ,renversement du régime Habyarimana , victoire du FPR et fuite de plus de 2 millions de Hutus au-delà des frontières).La réalité conflictuelle du Kivu change d'échelle et s'intègre pleinement dans le cadre ,plus vaste ,de la dynamique infernale ravageant la région des Grands Lacs depuis la fin des années 80 .

La seconde guerre du Kivu (été 1994- été 1996)

Avec l'arrivée de plus 1,2 millions de réfugiés Hutus au Kivu ,dont des dizaines de milliers d'individus venant de participer au génocide et n'ayant plus, grand chose à perdre , la situation dans l'est du Zaïre se dégrade dramatiquement .La majorité (près de 750 000) s'installe au Nord- Kivu ,dans la région de Goma ,aux portes du Masisi .Aux logiques conflictuelles purement locales ,se surajoutent ainsi des antagonismes « importés » du Rwanda .Sous l'impulsion du Gouvernement rwandais en exil (GRE) et de l'état-major des ex-FAR ,le dispositif militaire Hutu se reconstitue et transformant le chapelet de camps de réfugiés installés au Zaïre en autant de sanctuaires humanitaires ,le Hutu Power entreprend de conduire une double guerre :

-relance d'une guérillas au Rwanda meme ,contre le régime FPR,dès le début de 1995 provoquant une dégradation sérieuse des relations entre Kinshasa et Kigali, la tolérance dont fait preuve Kinshasa à l'égard de la rébellion Hutu incitant les Rwandais à multiplier l'usage de leur de poursuite en territoire zaïrois ;

---

<sup>1</sup> Concernant cette thèse baptisée « plan Myamwisi »,voir l'article de Jean-Pierre Pabanel : « Conflits locaux et stratégie de tension au Nord-Kivu » ,Politique Africaine n° 12,décembre 1993

-conquête territoriale ,puis nettoyage ethnique du triangle Masisi-Walikale-Rutshuru, visant les Banyarwandas Tutsis mais aussi les autochtones ,dans la perspective d'y constituer un « Hutuland » .Les solidarités anciennes se délitent en fonction de l'appartenance ethnique (Hutus contre Tutsis ) et de la date d'installation au Kivu (immigrés anciens contre réfugiés récents) .Une recomposition des forces en présence s'opère et un « jeu à quatre » se met en place ,à la fois prolongation du premier conflit du Masisi mais aussi suite du drame rwandais. Les vols ,les pillages ;les massacres et les représailles deviennent le lot quotidien des populations du Masisi .Les autorités zaïroises, confrontées au ras-le-bol de leurs populations ,déclarent officiellement rechercher le retour de ces réfugiés dans leur pays d'origine et tapent « mollement » du poing à plusieurs reprises à partir de l'été 1995 (tentative d'expulsions de 3500 d'entre eux à la fin août 1995 , menaces de fermeture des principaux camps en janvier 1999, suspension des activités du HCR et des ONG humanitaires en février), elles se satisfont de l'imbroglio régnant ,qui concourt à l'enlisement du processus de démocratisation à Kinshasa et permet au Mobutu d'apparaître comme le meilleur garant de l'intérêt national et de la stabilité régionale. Pour les autorités rwandaises ,l'activisme des bandes armées Hutus au Rwanda et au Nord- Kivu ,devient intolérable .Des mesures imposent plus énergiques s'imposent ,nécessitant le démantèlement du dispositif politico-militaire adverse et une sécurisation permanent des frontières .La réalisation de ce projet va entraîner une nouvelle guerre .

La troisième guerre du Kivu (été 1996-été 1997).

Si les deux premières « guerres » du Kivu ont essentiellement affecté le Nord – Kivu ,ce troisième « round »débuté au Sud – Kivu (septembre 1996),avant de remonter vers le Nord – Kivu (octobre- novembre 1996),puis de se transformer en crise d'ampleur nationale (novembre 1996 –mai 1997),conduisant en peine plus de six mois au renversement du régime Mobutu et à l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila .

Le scénario planifié par les stratèges de Kigali se déroule encore mieux que prévu et les objectifs sont atteints en un temps record. Dès le 8 novembre ,la rébellion s'est emparée des trois grandes villes du Kivu(Goma, Bukavu et Uvira).Les derniers camps ,surchargés de réfugiés et défendus tant bien que mal par les extrémistes Hutus ,tombent à la mi-novembre. Débutent alors d'immenses mouvements migratoires :plus de 600 000 réfugiés rentrent sans coups férir au Rwanda ,tandis que l'essentiel de l'appareil politico-militaire du Hutu power décide de s'enfoncer à l'intérieur du territoire zaïrois ,en compagnie de 400 000 réfugiés destination Kisangani pour ceux partant de Goma ,Kindu pour ceux s'élançant de Bukavu ,poursuivis par les rebelles de l'AFDL et les pelotons de liquidation de l'APR .Ceux-ci

éliminent sans détail tout Hutus leur tombant entre les mains :au minimum 150 à 180 000 réfugiés Hutus disparaissent au cours de cette longue marche vers ,l'enfers .Au terme d'une périlleuse traversée à pied du Zaïre ,une minorité ,ayant réussi à échapper aux massacres ,à la faim et à la maladie ,atteint qui le Congo- Brazzaville ,qui la RCA ,qui le Soudan, qui l'Angola .

La « quatrième » guerre du Kivu (été 1997-aout 1998)

A la fin du printemps 1997 ,les Tutsis (Banyamulenges et leurs alliés rwandais) contrôlent entièrement le Kivu et se montrent influents à Kinshasa où ils ont su infiltrer l'entourage de Laurent-Désiré Kabila . Ils occupent différents postes clefs (Bizima Kahara ,ministre des affaires étrangères ,James Kabare ,chef d'état-major des armées ,Déogratias Bugera, secrétaire générale de l'AFDL,etc) .

En raison de la nature hétéroclite du nouveau régime ,la cohabitation entre ses différentes composantes (Katangais Tutsis ,Lumumbistes ,anciens mobutistes ralliés de fraîche date ,etc.)ne tarde pas à devenir problématique . Les rapports de force à Kinshasa ,qui se manifestent au début à fleuret moucheté avant de se radicaliser (purges ,arrestations ,assassinats ,etc.)se cristallisent de manière beaucoup plus conflictuelle au Kivu ,où une nouvelle fois une recomposition du panorama politico-militaire se produit.

La cause essentielle de ces repositionnements tient à la manière dont les Banyamulenges n'ont pas su gérer leur succès .Leur arrogance de vainqueur , leur triomphalisme pesant ,leur prétention à se présenter en permanence en tant que « peuple libérateur » vis-à-vis des autres ethnies ,mais aussi leur monopolisation des postes de responsabilités et confiscation arbitraires de terres ,ne peuvent que susciter un rejet parmi les ethnies autochtones du Kivu .La rébellion animée par les Banyamulenges perd son aura de « guerre de libération » contre le régime mobutiste ,et est vécue comme une invasion étrangers , prologue d'une future annexion par le Rwanda et l'Ouganda .Dés janvier 1997,les premiers tracts hostiles à l'occupation Tutsi circulent dans les grandes villes du Kivu et différents mouvements ,revendiquant haut et fort leur origine bantou ,apparaissent, tant dis que la nébuleuse des milices maï maï entre en dissidence contre le nouveau régime congolais.

Dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 1997 ,un jeu triangulaire se met en place au Kivu :

-un bloc « bantou »,regroupant la nébuleuse maï maï et ses diverses vitrines politiques récemment apparues (Flot,Fulb,CRLK...),allié au reliquat de groupes armés Hutu zaïrois, rwandais ou burundais ayant survécu aux événements de l'automne 1996(Magrivi ,ex-Far ,interahamwe, Palir FDD,)et à quelques éléments isolés des FAZ , ces différents participants ayant en commun une haine farouche du Tutsi, sous toutes formes ;

- un bloc « Tutsi », comprenant les vrais Banyamulenges ;les autres Tutsis zaïrois ,l'APR rwandaise et quelques unités Ougandaises et burundaises ,bloc qui contrôle l'essentiel du pouvoir régional et qui projette d'établir une zone tampon du type « Liban -Sud » le long des frontières entre la RDC et l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ;
- les partisans de Kabila , inquiets de l'omnipotence du bloc Tutsi au Kivu et des visées expansionnistes de Kigali et de Kampala au détriment de l'intégrité territoriale de la RDC Kabila étant de moins en moins contrôlable ,les autorités de Kigali et de Kampala , vont tenter de se débarrasser de lui . Pour cela ils pensent rééditer l'opération de l'automne 1996 et misent à nouveau sur les Banyamulenges pour servir d'exécuteurs des base œuvres .Après avoir favorisé le pourrissement de la situation au Kivu au cours du printemps 1998 ils tentent de renverser le régime Kabila par le biais d'une mutinerie d'une partie de l'ANC,dont les Banyamulenge sont ,comme de bien entendu ,les maîtres d'œuvres .Un nouvel épisode de la crise congolaise débute .Par une ironie de l'Histoire ,le sort du régime Kabila se joue au Kivu ,là où tout avait commencé une vingtaine de mois plutôt .

#### Un engrenage infernal

.Les interventions « officielles » de trois armées régulières africaines dans le camps gouvernemental et officieuses de deux autres côtés des rebelles constituent une grande première en Afrique .La crise congolaise change de nature : simple insurrection ;elle se transforme en une crise inter-etatique majeure ,opposant deux grandes coalitions régionales .Commence alors la « première grande guerre africaine »,sur le modèle des « grandes guerres » européennes du XIX et XX siècles .

#### I :La première grande guerre africaine

L'image ,très vite apparut trop simpliste .Certes ,deux coalitions d'Etats se retrouvaient face-à-face une première en Afrique ,mais au sein de chaque groupe ,les différences d'objectifs, les intérêts divergents ,devinrent rapidement flagrants. D'autant que sur le territoire congolais, la plupart de ces pays cherchaient à résoudre militairement des crises nationales. Côté Kabila ,on retrouva donc le Zimbabwe ,l'Angola ,et la Namibie et le Tchad .

Côté rébellion ,l'Ouganda ;et le Rwanda ,reçurent le soutien du Burundi .

Tous manipulèrent les tensions ethniques congolaises ,la soif du pouvoir et la cupidité des leaders pour parvenir à leurs fins .

L'époque fut propice à l'émergence d'une multitude de mouvements ,au morcellement du territoire , à sa mise à sac . Car s'il est un point sur lequel tous se montrèrent également

féroces et habiles ce fut bien pour piller les richesses immenses de la République Démocratique du Congo .

II :Les pays impliqués directement ou indirectement dans le conflit :

Le Rwanda

En 1996, le Rwanda avait , avec l'Ouganda , placé Laurent Désiré Kabila à la tête de la coalition qui devait provoquer la chute de Mobutu Sese Seko ,quelques mois plus tard . Aujourd'hui ,Kigali est l'un des principaux soutiens à la rébellion Congolaise .Pourquoi un tel revirement ?Ironiquement , les raisons sont les mêmes que celles qui avaient poussé à porter le président du RDC au pouvoir .Pour le régime dominé par les Tutsis , il s'agissait alors essentiellement de mettre fin aux activités des ex-forces armées rwandaises (FAR) et les miliciens interhamwe, fidèles à l'ancien régime Hutu , qui disposaient des bases arrière au Kivu, dans l'est du Zaïre , avec bénédiction du président Mobutu .Le Rwanda, a subi de nombreuses attaques meurtrières , ces derniers mois , et les dirigeants de Kigali reprochent à Kigali de ne pas être parvenu à mettre fin aux activités des différents groupes rebelles Hutus qui continuent à opérer depuis son territoire . La rupture entre les deux pays a été consommé lorsque le président du RDC a décidé ,fin juillet , le renvoi des troupes rwandaises stationnées dans l'ex-zaïre .En soutenant les adversaires de Laurent Désiré Kabila , le Rwanda entend donc assurer sa propre sécurité .

L'Ouganda

Principal soutien du régime de Kigali dans la région ,dont il a appuyé la prise de pouvoir ,l'Ouganda a effectué le meme revirement que son allié à propos de Laurent –Désiré Kapila . Lorsque ce dernier a entamé son offensif en septembre 1996 ,Kampala avait de bonnes raisons de lui apporter son aide ,puisque le Mobutu tolérait , depuis longtemps ,la présence dans le Kivu de mouvements de guérillas hostiles au président Ougandais Museveni . Comme les dirigeants rwandais , celui-ci voyait dans la victoire de Kabila un moyen d'assurer sa propre sécurité et d'asseoir son influence dans la région .Mais il n'a pas tardé à déchanter, puisque les incursions meurtrières, notamment de l'armée de résistance du seigneur (LRA) et de l'alliance des forces démocratiques (AFD), se sont poursuivies ce qui, ces derniers mois ,a valu à Kinshasa des accusations de passivité faces aux rebelles ougandais présents dans le Kivu .Le renvoi des forces régulières ougandaises encore

présentes en RDC , au coté des soldats rwandais , fin juillet .Déçu par son poulain et soucieux d'assurer sa sécurité ,comme le Rwanda , Kampala a donc choisi d'appuyer ,la rébellion anti-Kabila .

## Angola

L'Angola est un acteur fondamental de la région en raison de sa puissance militaire .Ce pays est le seul à véritablement faire le poids face à Kampala et Kigali . Son armée est nombreuse , environ 110500 hommes . Mais elle est surtout la mieux préparée et la mieux équipé de la région . Le soutien de Luanda à Laurent-Désiré Kabila est donc décisif et s'est pas démenti depuis 1997 .En aidant le nouvelle homme fort de Kinshasa ,les dirigeants angolais entendaient priver les rebelles de l'Unita d'une base arrière Zaïroise et mettre fin au soutien que leur apportait l'ancien dictateur .Certes Kabila a été accusé, depuis de laisser à nouveau transiter des armes à destination du mouvement de Jonas Savimbi. Mais ,pour plusieurs raisons ,l'Angola a maintenu sa position et choisi d'intervenir militairement en RDC .Comme en 1997 ,c'est l'occasion d'étouffer l'Unita qui n'a toujours pas déposé les armes . Luanda s'inquiète , d'autre part ,du ralliement d'anciens généraux mobutistes ,par ailleurs proches des rebelles angolais , soulèvement armé contre le président de la RDC . Enfin ,l'Angola ne peut pas permettre une déstabilisation de la région qui menacerait l'enclave de Cabinda ,entre la RDC et le Congo ,où est produit l'essentiel de son pétrole .

## Le Zimbabwe

Le Zimbabwe a fait une entrée fracassante dans l'alliance formée derrière Laurent-Désiré Kabila . Harare n'était pas impliqué dans sa prise de pouvoir ,en 1997 . Mais elle s'est arrogé un rôle de premier plan en prenant la tête du camps des partisans d'une intervention militaire en faveur du président Congolais et lui a envoyé des soldats pour l'aider à contenir la rébellion . Cette prise de position n'est pas anodine . Pour le chef de l'Etat Zimbabwéen Robert Mugabe , c'est une occasion de marquer des points dans le différent qui oppose ,depuis longtemps , à l'Afrique du sud sur l'organe de politique de défense et de sécurité de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe). L'envoi de troupes en RDC procède du meme schéma , au moment où Harare veut s'imposer comme le pole régional de formation des unités de maintien de la paix africaines . Mais il ne s'agit pas que de cela , puisque le Zimbabwe possède également des intérêts miniers au Congo , en

particulier dans l'exploitation de cuivre .Il s'agit aussi pour Robert Mugabe détourner l'attention sur ses nombreuses difficultés internes .

### La Namibie

Pays peu peuplé (1 .5 million d'habitants ), situé entre l'Angola et l'Afrique du Sud ,la Namibie ne dispose que d'une armée de 5800 hommes , sans moyens .Elle a pourtant choisi d'intervenir au côté de l'Angola et du Zimbabwe en RDC . A priori le Congo n'est pas un enjeux vital pour Windhoek .Des proches du président Nujoma auraient , néanmoins, des intérêts miniers au Congo ,de même que Quando Holdings, une compagnie liée au parti au pouvoir . Cette participation au conflit congolais marque aussi la volonté de rapprochement de la Namibie avec Luanda et Harare , deux pays soucieux de contrecarrer l'hégémonie sud-africain dans la région .

### Le Tchad

L'annonce de l'intervention du Tchad dans un conflit congolais , fin septembre 1998 . Le Tchad a répondu à l'appel lancé par Laurent- Désiré Kabila contre l'agression présumée du Rwanda et de l'Ouganda pour deux : raisons sécuritaires ,la guerre en RDC ses effets néfastes touchaient la frontière du Tchad puis que les rebelles du MLC (Mouvement pour la libération du Congo) de Jean-Pierre Bemba , qui sont venus prêter main forte au pouvoir en place contre les rebelles du Général Bozizé et les rebelles du MLC ont perpétré des crimes contre la communauté tchadienne vivant en centrafricain .

La raison histoire comme le Zaïre a fait en 1983 au Tchad contre la Libye .

### L'Afrique du Sud

Fidèle à une position maintes fois réitérée , Nelson Mandela a joué la carte de la négociation et du cessez- le -feu dans la crise congolaise . Contrairement à ses homologues angolais , zimbabwéen ,namibien et tchadien , le président Sud-africain a écarté d'emblée une intervention militaire au cote de Laurent -Désiré Kabila . Peu désireux d'engager une armée en pleine restructuration et soucieux de marquer sa préférence pour une solution pacifique des conflits ,il a préféré , dès le départ , multiplier les contacts diplomatiques , réunissant les 14 pays membres de la Sadc les 22 et 23 août pour tenter de poser les bases d'une trêves

.L'échec de cette initiative a écarté , pour un temps l'Afrique du Sud de la crise congolaise , compromettant ,du meme coup, la volonté de Nelson Mandela d'affirmer son pays comme le poids lourd diplomatique du continent noir .Depuis son arrivée au pouvoir, en 1994 le président Sud-africain a, en effet , plusieurs fois offert sa médiation , notamment dans l'affaire des deux libyens suspectés de l'attenta de Lockerbie en écosse et dans les conflits soudanais .Ses efforts n'ont pas souvent été couronnés des succès , malgré son prestige indéniable .On se souvient de l'échec de la mission de bons offices de Nelson Mandela dans ex-Zaïre , quelques jours avant la chute de Mobutu en mais 1997.

Les autres pays indirectement impliqués dans le conflit

D'autres Etats sont impliqués, directement ou indirectement , dans le borbier congolais, à commencer par le soudan qui finance les trois mouvements de guérillas anti-Musevini d'Ouganda et a meme essayé de les fédérer . Dans la mesure où Laurent -Désiré Kabila s'est rapproché de Khartoum ,qui l'a assuré de son soutien , cette situation ne peut qu'arranger le président de la RDC . Mais des témoins ont aussi assuré que des soldats soudanais apportaient un appui militaire aux forces armées congolaises (FAC).La position du Burundi est moins claire . Officiellement Bujumbura affiche sa neutralité , mais Kinshasa affirme le contraire ,estimant que soldats burundais appuient la guérilla.

### III :Les mouvements au cœurs de la crise armées

#### Les Banyamulenge

Anciens alliés , nouveaux ennemis de Laurent- Désiré Kabila

Ce groupe ,qu'on estime entre 250 000 et 400 000, est composé de Tutsis venus , pour la plupart , au début du 19<sup>e</sup> siècle , dans le Sud-Kvu .A partir de 1993 , L'arrivée de plus d'un million de réfugiés ,d'abord burundais puis rwandais ,a menacé la sécurité des banyamulenge. Et quand des violences ethniques, en grande partie dirigée contre eux et largement téléguidées par le président Mobutu , ont éclaté dans nord Kivu , ils ont pris les armes et appelé à l'aide l'armées Tutsis de Kigali , qui a trouvé une couverture idéale pour « nettoyer » les camps des réfugiés Hutus contrôlé par les tenants de l'ancien régime génocidaire rwandais . Lorsque Laurent –Désiré Kabila a lancé son offensive contre le régime de Mobutu , en septembre 1996 , avec l'aide du front patriotique rwandais , se sont les militaires banyamulenge qui constituaient l'essentiel des troupes de l'alliance rebelle

contre Kinshasa . Au fil des mois , ce petit groupe Tutsi a tout fois été progressivement éloigné des cercles du pouvoir au profit d'autres communauté plus puissantes .Et quand le chef de l'Etat congolais a rompu avec ses alliés rwandais et ougandais et mis fin à leur présence militaire en RDC , le 27 juillet dernier , les banyamulenge se sont retournés contre lui . Soutenus par Kigali et Kampala ,il ils sont à l'origine de la rébellion contre le pouvoir de Kinshasa , lancée début août 1998 .

#### Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD)

##### L'aile politique de la rébellion anti-kabila

C'est la branche politique contre Laurent- Désire Kabila . Outre le noyau dur constitué par les soldats banyamulenge , c'est une alliance hétéroclite d'anciens proches de Kabila contre (pour la plupart Tutsis), d'opposants au maître de Kinshasa et d'anciens Mobutistes soutenus par le Rwanda et l'Ouganda . En dehors de son président , le Pr Wamba dia Wamba ,presque inconnu , le RCD compte en son sein plusieurs personnalités de premier plan, comme Deogratias Bugera , l'ancien secrétaire général de l'alliance des forces démocratiques de libération (qui avait porté Kabila au pouvoir ), et Bizima Karaha , ancien ministre des affaires étrangères de RDC .Deuxième vice- président , Arthur Zahidi Ngoma est un opposant aux régimes du Mobutu puis Larent-Désiré .Parmi les chefs militaires de la rébellion , on trouve le commandant James Kabarehe ,ancien chef d'état-major de l'armées limogé par le Kabila quand ce dernier a voulu réduire la présence Tutsie au sein de l'appareil sécuritaire ,et Jean – Pierre Ondekane , qui dirigeait la 10<sup>e</sup> brigades des forces armées congolaises à Goma (Kivu) avant de rallier le soulèvement .Les rebelles bénéficient également du soutien d'anciens mobutistes désireux de renverser coûte que coûte le régime de Larent-Désiré , dont l'ex-premier ministre Lunda Bululu

#### Les Maï Maï

##### Des milices tribales hostiles aux Tutsis

Ces milices tribales opèrent depuis plusieurs années dans le Kivu (est de la RDC ) sur fond de rivalités ethniques et conflits fonciers .Leur effectif exact est difficile à évaluer , en raison de leurs fréquentes divisions dues à des rivalités entre leurs chefs . Certaines sources font état d'environ 1000 à 2000 combattants , disposant d'armes à feu , et deux à trois plus opérant avec des armes blanches. Un élément les unit néanmoins : leur hostilité aux Tutsis établis en RDC (Banyarwanda du Nord -Kivu et Banyamulenge du Sud-Kivu). Les Maï Maï se sont

alliés à Laurent-Désiré Kabila au début de son offensive contre le régime du maréchal Mobutu , combattant même temps aux côtés des Banyamulenge . Mais leur défiance traditionnelle à l'égard des Tutsis , accusés de dominer l'administration locale et d'accaparer les terres , a rapidement pris le dessus et les miliciens ont multiplié les attaques contre les troupes gouvernementales et les Banyamulenge . Les tentatives de rapprochement amorcées par Kinshasa , qui a notamment essayé de les intégrer aux forces armées congolaises (FAC), ont échoué . Sans véritable structure , les Maï Maï nouent des alliances au gré de leurs intérêts . On les a dit financés par Kinshasa pour lutter contre la rébellion , avant que celle-ci n'affirme les avoir convaincus de rejoindre son combat contre les forces loyales à Laurent -Désiré Kabila .

#### Anciens militaires mobutistes

Prêts à toutes les alliances pour renverser Kabila

Beaucoup d'anciens militaires mobutistes , dont le nombre est difficile à déterminer , sont restés dans la région du Kivu . Certains ex-généraux étaient entrés en contact avec les milices Maï Maï , les ex- FAR et les interhamwe , juste après l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila , pour former une alliance contre le nouveau pouvoir de Kinshasa . Ces contacts étaient d'autant plus faciles que Mobutu avait soutenu les anciens militaires Hutus rwandais réfugiés sur son territoire , jusqu'à sa chute . Plusieurs généraux mobutistes ont toutefois rejoint les forces anti-Kabila , cette soutenues par le régime Tutsi de Kigali , après le déclenchement de la rébellion , début août 1998 . D'autres soldats de l'ancienne armée zaïroises ont rejoint le camp du président congolais par nationalisme pour lutter contre l'invasion rwando- ougandaise .

#### Les ex-gendarmes Katangais

Un attitude ambiguë vis- à vis de Kabila

Le nom des gendarmes Katangais est associé à une période déjà lointaine de l'histoire de l'ex-Zaïre. Celle des deux tentatives de sécession du Katanga/Shaba, au début des années 60 , puis en 1977-1978 . Réfugiés pour la plupart en Angola , en dehors de ceux réintégrés à l'armée à l'armée zaïroise au début des années 90 , c'est à la faveur de l'offensive de Laurent -Désiré Kabila contre le régime de Mobutu qu'ils ont à nouveau fait parler d'eux . Les gendarmes Katangais et leurs descendants ont apporté un soutien notable au futur maître de Kinshasa , lui-même originaire de cette partie du pays . Toutefois , leurs relations avec Laurent -Désiré Kabila se sont détériorées , en raison notamment de la destitution du populaire

gouverneur de la province , Gabriel Kyangu Wa Kumwenza , en avril 1997 ,et de l'arrestation de deux généraux originaires de la région quelques mois plus tard .Et lorsque le soulèvement contre le Laurent -Désiré Kabila a commencé , début août , la position des gendarmes Katangais , plus généralement appelés aujourd'hui les Tigres Katangais, est restée pour le moins ambiguë .Le Front de libération national du Congo , souvent considéré comme leur émanation ,était en fait divisé sur la rébellion . Le dirigeant de l'aile politique ,Emile Ilunga ,a rejoint , en son nom , la rébellion ,mais ses compagnons se sont ralliés au président Kabila (du moins l'étaient –ils encore début novembre 1998) .

Rwanda : Interhamwe et ex- FAR

#### Les génocidaires

Les milices Interhamwe se sont rendues tristement célèbres pour leur participation , aux côtés des ex- Forces armées rwandaises (FAR),au génocide d'avril 1994 . Après leur défaite contre le Front patriotique rwandais , ces dernières se sont repliées dans l'est de l'ex- Zaïre mais ont effectué de nombreuses incursions meurtrières en territoire rwandais . Lorsque les camps de réfugiés se sont vidés , avec l'avancée des troupes du FPR et de l'AFDL dans le Kivu , en octobre 1996 , nombre d'ex- FAR et d'Interhamwe sont rentrés au Rwanda avec l'intention de continuer leurs actions déstabilisation de l'intérieur , tout en gardant des bases dans le Kivu . Selon l'organisation non gouvernementale International Crisis Group (ICG), environ 15000 d'entre eux , armés et entraînés , continuent à opérer dans la région de Masisi dans le Nord - Kivu . Leurs sources de financement ou leur éventuel soutien diplomatique sont difficiles à établir , mais on sait que de nombreux officiers des ex- FAR réfugiés à l'étranger sont chargés de cette tâche ,notamment auprès des exilés . La rébellion contre Kinshasa a accusé , à plusieurs reprises ,Larent-Désiré Kabila d'utiliser les Interhamwe dans sa contre-offensive .

Burundi : CNDD /FDD

Pierre angulaire de l'opposition armée hutue

Le CNDD/FDD est l'un des principaux mouvements de résistance armée Hutu au région du Major Pierre Bujoya au Burundi . IL a été créé , début 1994 , par Léonard Nyangoma , un ancien ministre de Melchior Ndadaye , premier président Hutu élu assassiné lors d'un putsch , quelque mois plus tôt .En peu de temps , le conseil national pour défense de la démocratie

(CNDD), avec sa branche armée (les forces pour la défense de la démocratie – FDD ), est devenu la pierre angulaire de la mouvance radicale contre le pouvoir de Bujumbura ,dans la guerre civile qui ensanglante ce pays depuis plusieurs années. Jusqu'à l'arrivée de Larent-Désiré Kabila au pouvoir à Kinshasa , en mai 1997 ,le CNDD/FDD avait son quartier général à Uvira dans l'est de l'ex- Zaïre et bénéficiait du soutien du régime Mobutu .Il a ,depuis ,transporté ses bases en Tanzanie . Le conseil national pour la défense de la démocratie / Forces pour la défense de la démocratie est un acteur incontournable des négociations engagées en juin 1998 .Sur le terrain ,le CNDD/FDD est fortement soupçonné d'avoir coopéré sur le terrain avec les ex- FAR et bénéficierait du soutien du Soudan et ,au moins ,de la neutralité bienveillante de la Tanzanie .Selon des informations récentes, le mouvement rebelle serait en entrain de se réimplanter dans le Nord –Kivu . Le président burundais l'a accusé à plusieurs reprises ,de combattre au côté des ex-FAR dans le camps de Larent –Dégré Kabila.

Ouganda : Armée de résistance du seigneur (ARS)

Des illuminés Financés par Khartoum

L'armée de résistance du seigneur est l'un des plus anciens mouvements de guérillas opposés au régime en place en Ouganda . Née sur les cendres du mouvement millénariste de la prophétesse Alice Lakwena , qui s'était soulevée contre le pouvoir central au milieu des années 80 ,cette organisation a mené de nombreuses actions d'une violence inouïe , au nom d'un supposé respect des dix commandements , depuis 1993 .Aidée par Khartoum , qui fait payer à Kampala son aide aux rebelles sudistes de la SPLA(Armée de libération des peuples du Soudan),l'ARS recrute parmi les chômeurs et n'hésite pas à kidnapper des écoliers pour grossir ses rangs . Elle a accru son influence en passant de quelques centaines à environ 3 000 hommes en 1996. Du Soudan et du nord de l'Ouganda (région de Kitgum) ,d'où elle opère ,l'armée de résistance du seigneur a mené de nombreuses attaques obligeant l'armée ougandaise à s'engager dans de coûteuses opérations anti - guérillas . L'ARS a conclu fin octobre un accord avec d'autres mouvements rebelles ,dont l'alliance des forces démocratiques (ADF)et le Front de la rive gauche ouest du Nil (WNBF) , afin de coordonner leur action . Ce qui ne peut qu'arranger Kinshasa qui ,de nouveau ,partage avec d'autres mouvements rebelles ,dont l'Alliance des forces démocratiques (ADF) et le Front de la rive ouest du Nil (WNBF), afin de coordonner leur action. Ce qui ne peut qu'arranger Kinshasa qui , de nouveau , partage un but avec le Soudan : affaiblir l'Ouganda .

## Alliance des forces démocratiques (ADF)

### Une coalition hétéroclite contre Kampala

L'ADF est l'un des principaux mouvements de rébellions en lutte contre le régime ougandais .Elle a été créé par Khartoum ,en 1996, autour d'une coalition hétéroclite de petits mouvements ayant leur base arrière dans l'est de l'ex-Zaïre , dans le but de déstabiliser un pays soutenant les rebelles de la SPLA .Les premières attaques dans le sud-ouest de l'Ouganda ,en novembre 1996, ont entraîné rapidement une riposte de l'armée ougandaise qui n'a poursuivi les assaillants de l'autre côté de la frontière ,avant d'obtenir l'aide des troupes de Laurent-Désiré Kabila qui lançaient leur offensive contre le régime Mobutu . Une au pouvoir , le nouveau maître de Kinshasa s'est d'ailleurs engagé à mettre fin aux activités de l'Alliance des forces démocratiques (à ne confondre avec le mouvement de Laurent – Désiré Kabila ). Après une accalmie, grâce notamment à des opérations conjointes des troupes de Kampala et de Kinshasa ,les incursions rebelles ont repris et , en juin 1998 ,l'armée ougandaise a carrément installé une base en territoire congolais pour mener à bien sa lutte anti-guérillas . L'ADF représenterait environ 600 hommes .

## Les rebelles Angolais : Unita

### L'adversaire irréductible de Luanda

L'Unita de Jonas Savimbi est difficilement assimilable aux autres mouvements rebelles existant en Afrique centrale . C'est à la fois le principal parti d'opposition au pouvoir du président Dos Santos et l'un des plus anciens et des plus puissants mouvements de guérillas de la région Certes l'époque de la guerre froide , où l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola bénéficiait du soutien des occidentaux et du régime d'apartheid sud-Africain pour lutter le régime prosoviétique de Luanda ,est révolue . Ces anciens parrains ont depuis longtemps changé leur fusil d'épaule en faveur du MPLA(Mouvement populaire de libération de l'Angola) au pouvoir .Mais l'Unita ,qui rechigne à rendre les derniers territoires sous son contrôle ,conformément aux accords de paix de Lusaka de 1994 , représente encore une menace sérieuse pour la paix en Angola .D'autant que Savimbi peut encor mobiliser au moins 10 000 à 15000 hommes .Depuis mars 1998 , le gouvernement et l'Onu accusent des soldats de Jonas Savimbi d'avoir repris les armes à l'intérieurs du pays. Et ce n'est pas hasard si Luanda a décidé d'envoyer des troupes en RDC pour combattre la rébellion lancée ,début août 1998 , contre Laurent- Désiré Kabila .Comme en 1997 , il s'agissait de prendre à

revers les hommes de l'Unita qui disposent toujours de bases arrière en territoire congolais .Ces derniers sont également soupçonnés d'avoir aidé la rébellion anti-Kabila.

#### Le Flec

Une constellation de mouvements indépendantistes

L'enclave angolaise de Cabinda ,territoire coincé entre les deux Congos qui fournit l'essentiel de la production pétrolière de Luanda ,n'a pas un seul mais une multitude de mouvements indépendantistes . Le plus important est le Front de libération de l'enclave de Cabinda ; lui-même divisé en plusieurs factions(Flec/Fac,Flec Rénové).Les guérilleros du Flec tentent depuis de longues années d'obtenir le départ de l'Angola d'un territoire recelant d'immenses ressources pétrolières .Malgré les efforts de négociations ;les combats contre l'armées Angolaise n'ont jamais véritablement cessé .D'autant que les mouvements séparatistes sont largement soutenus par une population qui ne profite guère des faramineux bénéfices pétroliers de Cabinda . Le Flec , qui représenterait environ 5000 hommes (toutes tendances confondues ),a longtemps bénéficié du soutien du régime Mobutu et a toujours eu de nombreux réfugiés dans ex-Zaïre .Les interventions de l'Angola en RDC, en 1997 ,et récemment en août 1998 ,ont visé ,outre à prendre à revers l'Unita ,à accroître la pression contre les indépendantistes.

Les Etats –unis et la France dans la région des grands lacs .

Depuis l'arrivée au pouvoir du front patriotique Rwanda (FPR) à Kigali en 1994 , l'influence de l'Amérique dans la région des grands lacs n'a cessé de se préciser. Cette nouvelle donne géopolitique se déroule sur une toile de fond mondiale marquée par la fin de la guerre froide et l'effondrement de la puissance soviétique .La remise en cause de la bipolarité planétaire – Etats-unis et alliés /URSS et alliés – prive désormais les pays du tiers monde du contrepois politique et militaire de l'URSS et des pays de l'Est vers lequel ils pouvaient se tourner pour acquérir les moyens de leur émancipation ou pour freiner les appétits des puissances occidentales ; elle laisse dorénavant une marge de manœuvre relativement plus grande à la politique américaine en Afrique et ailleurs dans le monde .Dans la région des grands lacs ,le renforcement des positions Amérique a été facilité par un contexte politique et sociale biens précis.

Au Rwanda ,c'est le lourd contentieux historique entre Hutu et Tutsis qui a permis l'entrée en force des Etats-Unis dans ce petit pays francophone de la région des grands lacs.

Les Etats-Unis s'ancrent au Rwanda en aidant le FPR à consolider son régime après avoir appuyé militairement pour balayer le régime de Juvénal Habyarimana.

République démocratique du Congo qui se situe depuis l'accession de Mobutu au pouvoir en 1965 dans sphère d'influence des Etats-Unis ,représente un enjeu primordial des rivalités entre puissances dominantes. Ce qui est en jeu ici , c'est d'abord et avant tout , le contrôle de ses immenses réserves en ressources naturelles et stratégique (bois ,pétrole ,cuivre, diamant, uranium,etc)

#### Les accords de Lusaka

Signé le 10 juillet 1999 les accords de pax de Lusaka n'ont eu un début d'application réelle que dans le courant de l'année 2001 .Déjà le nombre des acteurs , les rivalités et affrontements entre les mouvements de rébellion et leurs alliés ,les contradictions ,la versatilité des uns et des autres avaient rendu leur élaboration difficile .Dés le 27 octobre 1998 , Frederick Chiluba ,le président Zambien ,avait été investi d'une mission de bon offices par les pays de la région .Au début du mois de novembre ,Nelson Mandela soutenu par la communauté internationale ,arracha à, Paul Kagame la reconnaissance officielle d'une présence militaire rwandaise aux côtés du RDC « pour des raisons de sécurité intérieure au Rwanda » .

Si l'essentiel des négociations fut mené sous l'égide de la communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc),un pas important fut fait à Syrte en Libye lors d'une rencontre Kabila- Museveni organisé par le colonel Kadhafi . Les deux hommes signèrent alors un accords de cessez-le-feu, rejeté par le Rwanda et le RCD.

Le maître de Kinshasa fut contraint de signer les accords de Lusaka devant l'avancée des troupes Rwandaises sur Mbuji Myi .Mais, dés le départ ,il en rejetait un certain nombre de dispositions et il apparut bien décidé à freiner le processus au maximum .Il récusait le négociateur désigné par l'OUA ,bloqua le déploiement de la Monuc (Mission d'observation des Nations unies au Congo) organisa des rencontres avec l'opposition en exil .Il ne faut pas le seul responsable de l'échec du plan de paix de Lusaka, l'agenda en lui-même était gage de difficultés à venir :

D'abord le cessez-le-feu , puis le désarmements des forces négatives (ex-FAR,Interhamwe,FDD),puis l'ouverture dialogue inter -congolais et enfin le retrait de toutes les forces étrangères

L'erreur la plus flagrante fut vouloir faire porter aux belligérants le costume de gardien de la paix par-dessus leur treillis de combat ,c'est la tâche incombant à la « commission militaire conjointe » ,composée de deux représentants de chacun des signataires de Lusaka et chargée

de surveiller le désengagement .Elle devrait rapidement faire montre de son incapacité à accomplir sa mission ,gênée de plus par le manque de moyens à sa disposition.

#### L'assassinat de Laurent- Désiré Kabila

Au début de l'année 2001,clanisme ,corruption et prévarication régnaient à Kinshasa .Depuis longtemps déjà les cercles proches de la présidence étaient secoués scandales. Ainsi ,dés juillet 1999 Gaëtan Kakudji le ministre chargé des Affaires intérieures accusait Pierre – Victor Mpoyo ,ministre du pétrole ,de spéculer sur le prix du carburants .Il est généralement admis que ,pendant la première année de guerre ,le pouvoir d'achat des kinois a chuté de 50%,l'effort des individus devant alors être porté sur la survie alimentaire.

Enfin ,une semaine avant la signature de l'accord de paix de Lusaka ,il signa un décret instituant les Comités de pouvoir populaire ,CPP ,qui devaient être son bras politique .C'est en fait un pouvoir quasiment familial que Kabila avait installé autour de lui . Les postes clés étaient occupés par des proches ,cousins ,neveux ,beaux-frères .Tous Balubakat( Luba du Katanga) ou Bulunda .

Dans ces conditions ,l'assassinat le 16 janvier 2001 du Mzee fut un soulagement pour la population Kinois et pour tous ceux qui voyaient en lui l'obstacle principal sur le chemin de la paix .Soulagement certes, mais fortement teinté d'inquiétude tant la succession s'annonçait difficile à gérer .

Les conditions de l'assassinat de Laurent- Désiré Kabila comportent toujours des zones d'ombre. L'assassin ,Rachidi ,un de ses gardes du corps ,un Kodogo qui avait participé à la marche triomphale de l'AFDL en 1997 fut en effet abattu par l'aide de camp de Kabila ,Eddy Kapend, un Mululnda du Katanga ,cousins du Mzee.

Qui arma la mains de Richidi ?Ce qui est sûr est que sa mort immédiate arrangea beaucoup de monde .

#### Vers le dialogue inter -congolais

Dés sa nomination ,le 17 janvier 2001 ,Joseph Kabila s'est engagé à appliquer l'Accord de Lusaka et à organiser le dialogue inter- congolais .Dans le meme temps, il demandait le départ des troupes étrangers .Très rapidement conscient qu'il lui fallait d'abord s'assurer des soutiens hors du continent africain ,Kabila fils entama une tournée diplomatique :Paris ;où il fut chaleureusement accueilli par le président Chirac, Puis les Etats –unis à l'invitation du congrès .Là il rencontra Paul Kagame,Colin Powel le secrétaire d'Etat américain ,Kofi Annant et l'ensemble du conseil de sécurité

Quant au dialogue inter-congolais, la dynamique était enfin lancée, trouvant une première concrétisation dans la rencontre de Gaborone (20 au 25 août) pendant laquelle des délégués du gouvernement de Kinshasa, des mouvements armés et non armés fixèrent les modalités d'ouverture officielle de ce dialogue.

Ainsi, à partir du 16 octobre 2001, 3000 à 4000 délégués devaient se retrouver à Addis-Abeba pour cinquante jours de réunion devant établir : administration transitoire, un calendrier électoral, le cadre de création d'une nouvelle armée nationale. Une tâche gigantesque et qui, malheureusement à l'image de la conférence nationale souveraine (1990-1997), pourrait bien s'enliser dans des palabres interminables et dans l'émergence de certaines de "partis individus".

### Les pillages des richesses de la RDC

Dès septembre 2000, les Nations unies mettant en place une commission d'enquête indépendante pour vérifier la thèse, défendue par pays, selon laquelle les richesses minières de la RDC permettaient le financement des belligérants. Présidée par Safiatou Ba N'Daw, ancienne ministre ivoirienne de l'Energie cette commission devait rendre son rapport sous six mois. En mars 2001 de premiers éléments commencèrent à filtrer sur les résultats du travail de ce groupe d'experts. Etaient nommément mis en cause le Rwanda et l'Ouganda à qui les revenus tirés des richesses congolaises "permettent de financer leurs activités militaires en RDC mais aussi l'enrichissement de la haute hiérarchie militaire et politique." Ainsi le Rwanda aurait mis en place un « Congo Desk » pour gérer les activités « commerciales » de ses militaires et leurs alliés du RDC et Bizima Karaha est ici cité. Ce système aurait permis de prélever une dîme de 5% sur l'exploitation du coltan et de la cassitérite mais aussi d'obtenir des prêts importants de banques américaines (via la société minière des Grands Lacs, SOMIGL).

Les officiers ougandais sont eux aussi désignés dans l'exploitation des mines d'or de Watsa ou du bois de la région de Bunia. Museveni et certains de ses proches, en particulier son frère le général Salim Saleh, sont cités dans l'exploitation illégale des diamants de la région de Kisangani via la société Victoria. Le premier à payer son implication dans ces trafics fut certainement le brigadier général Kazimi relevé de ses fonctions en juillet 2000. Côté pays "invités", c'est –dire alliés de Kinshasa, le tableau est similaire. "Le gouvernement congolais permet à des militaires angolais, namibiens, et zimbabwéens de tirer des revenus de l'exploitation de diamants en violation des politiques légales. "Le Zimbabwe est particulièrement visé dont les hautes autorités, le Président Mugabe, le ministre de la

Défense ont su négocier de très juteuses concessions « Kimberlitiques » au Kasai et au Katanga .Dans ce contrats ,on trouve des faucons du premier cercle Kabila comme Gaëtan Kakudji ou Mwenze Kongolo .On retrouve également Josephe Kabila ,associé à Léo Mugabe ,fils du président zimbabwéen dans une société ayant des intérêts au Katanga :Ridegpoint Overseas Development Corporation ,entrée en 1998 dans le capital de la Gécamines .L'armée zimbabwéenne était ,elle, directement intéressée à ces montages par le biais d'une structure ad hoc, OSLEG(operation severeign Legitimacy) chargée au terme d'un accord permet de mesurer l'importance du pillage :pour le seul premier trimestre 2001 les exportations de contrebande de diamants de RDC avaient atteint 437 millions de dollars .Et Kabila /Mugabe de septembre 1998 ,de financer entièrement l'intervention de Harare . Mais le rapport du groupe d'expert ne se contentait pas de designer les prédateurs ,il montrait également du doigt les destinataires finaux du pillage “dans l'ordre économique :les Etats unis ,l'Allemagne ,la Belgique et le Kazakhstan”.Une statistique du Dimond Offfice Belge malgré le renforcement des mesures de certification d'origine des perres ou le coup de semonce tiré au milieu de l'année 2000 par la bourse de Londres qui refusa d'enregistrer Oryx Diamonds;un consortium de firmes du Zimbabwe,d'Oman et de RDC.

## Conclusion

La crise des grands lacs n'a été que le résultats d'un processus de maturation d'une idéologie ethnique entretenue pendant la période coloniale et utilisée comme ultima ratio par les uns et les autres pour conserver le pouvoir .Mais aussi par le changement intervenu ces dernières années et qui résulte, pour une part ,de l'ensemble des évolutions décrites et ,pour une autre part, de la fin de la bipolarité. La perte des soutiens matériels extérieurs, à la fin de la guerre froide ,avait entraîné une recherche de nouvelles sources financements .Puis, peu à peu ,s'est constituée une véritable économie de la guerre qui repose essentiellement sur l'exploitation ,par les acteurs (Etats ou groupes armées) et à leur profit ,des richesses naturelles nationales. Dés lors bénéficiant de ressources propres , ils deviennent moins contrôlables . Cette évolution a accrédité l'idée que l'accession au pouvoir par la force conditionnait l'accès aux ressources ,la recherche du pouvoir est devenue l'enjeu essentiel des conflits africains avec des effets multiples: une personnalisation des conflits dans le cas (en république Démocratique du Congo),la multiplication en raison de l'enjeu .Dans le contexte

d'une guerre pour l'accès au pouvoir, les groupes de combattants se fédèrent autour des solidarités les plus sûres et les plus anciennes ; c'est ainsi que l'on peut expliquer la radicalisation ethnique à l'œuvre dans la région des Grands Lacs. La minorité, en lutte pour le pouvoir, assure sa cohésion en privilégiant l'appartenance ethnique. Deux phénomènes sont directement liés à ces évolutions : celui de la régionalisation des crises, parce que les ethnies sont souvent transfrontalières, et celui de la multiplication des sociétés de sécurité (par exemple concessions minières), parce que ces groupes font souvent appel à des services extérieurs pour pallier leurs faiblesses numériques et/ou opérationnelles. La maîtrise des ressources leur en donne les moyens. Cette course au pouvoir entraîne une autonomisation des stratégies à tous les niveaux : les États africains ne sont plus tributaires de l'aide occidentale et peuvent mettre en œuvre des stratégies propres ; de leur côté, les mouvements armés s'atomisent et les seigneurs de la guerre, en quête de pouvoir, se multiplient de manière incontrôlable. Certains pays estiment que leur sécurité justifie toutes les interventions militaires, y compris chez les voisins immédiats. Ils représentent donc des vecteurs potentiels d'extension des conflits car ils sont souvent en butte à des oppositions armées, sanctuarisées dans les pays voisins, qu'ils ne peuvent tolérer. Le problème des réfugiés victimes de la guerre, de la famine et de la maladie demeure aigu. Selon le HCR, un réfugié sur trois dans le monde est africain, soit environ 5,9 millions de réfugiés en Afrique. L'OUA avance le chiffre de 7 millions. À ces chiffres il faut ajouter le nombre des personnes déplacées qui s'élèverait à près de 15 millions.

L'arrivée massive de réfugiés est une source de déstabilisation pour le pays d'accueil. Souvent la cohabitation entre les immigrants et la population de souche est une source de troubles. Lorsque le pays d'accueil est lui-même en état de fragilité, cela peut aller jusqu'à une déstabilisation générale. Quand l'implantation de ces réfugiés s'inscrit dans la durée, plusieurs difficultés apparaissent : la présence de camps de réfugiés dans la zone frontalière est non seulement mal admise par la population, mais génère des trafics de toutes sortes. Enfin ces camps peuvent être un foyer de reconquête pour les exilés cherchant à retourner chez eux, par la force des armes le cas échéant. La profusion et la libre circulation des armes dans l'ensemble de l'Afrique constituent un facteur de perpétuation de la guerre dans la mesure où cette situation permet à n'importe quel mouvement de se procurer des armes. Leur présence a justifié l'intervention de l'armée de certains pays en vue de réduire les mouvements de rébellion qui sévissent dans la région, c'est le cas des réfugiés au Kivu. Ces évolutions contribuent à la pérennisation des conflits, rendant vaines de nombreuses tentatives de paix. Elles expliquent en partie pourquoi la communauté internationale semble dépassée face à la

multiplication des affrontements .Les Etats occidentaux ne disposent plus du contrôle indirect auquel ils avaient recouru pendant la guerre froide et ils se montrent de plus en plus réticents à l'idée d'intervenir militairement dans des conflits qui leur échappent. Ils sont responsables ,pour une part ,de l'impuissance des Nations Unis dont l'engagement repose avant tout sur la volonté des Etats membres .

La crise des Grands Lacs ;il semble difficile de déterminer avec certitude l'évolution prochaine du conflit .L'imprévisibilité et soudaineté des évènements ,comme l'assassinat de Laurent –Désiré Kabila et récente accession de son fils ,Joseph, Au pouvoir ,peuvent à tout moment ,modifier la donne . Je vais tenter de définir les quelques scénarii qui pourraient s'envisager.

1:La communauté internationale ,conformément à la résolution 1355 de l'ONU qui exige le départ des troupes Rwandaises et Ougandaises ,et les désarmement des groupes armés et aussi pour observer que RDC n'apporte aucune aide militaire aux groupes armés qui sont opposés aux gouvernements Rwandais et Ougandais .Ce scénario me semble peu irréaliste en raison ,le déploiement de la MONUC qui s'élevait au total à 2366 militaires dont 497 officiers de liaison et observateurs militaires pour un pays comme RDC .

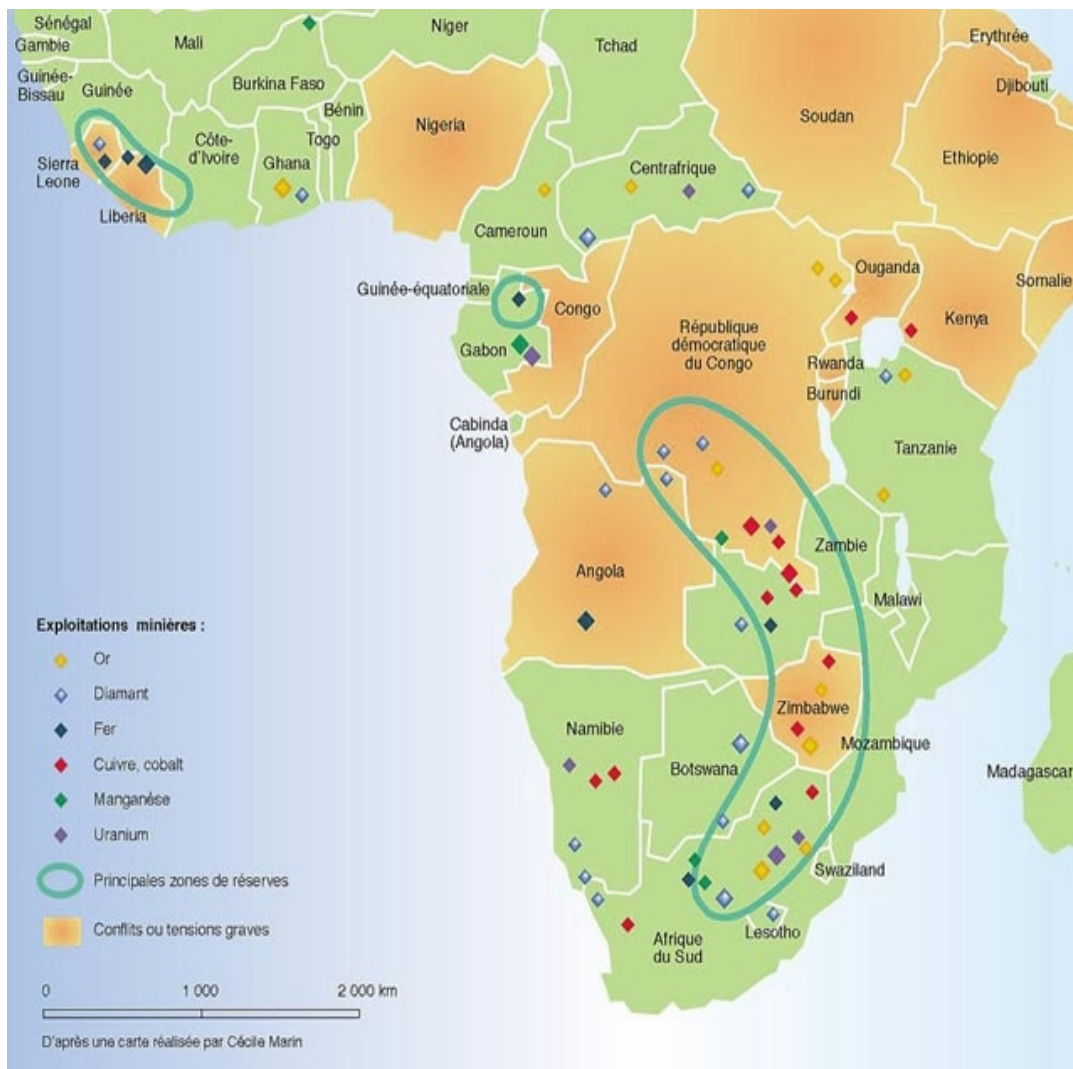
2:Redéfinition des frontières ,avec des pays comme Rwanda ,le taux de densité le plus élevé au monde et le taux de fécondité le plus au monde .Le problème ethniques sont exacerbés, car les forces en présences sont celles qui ont mené les nombreuses exactions dans la RDC Le risque d'éclatement du pays demeure .

3:La démocratisation à l'occidentale ,qui est ,un homme =un vote ,dans la région des Grands Lacs surtout dans les pays comme Rwanda et Burundi serait pas une solution du conflit La République Démocratique du Congo est victime de son immensité et de son potentiel minier .

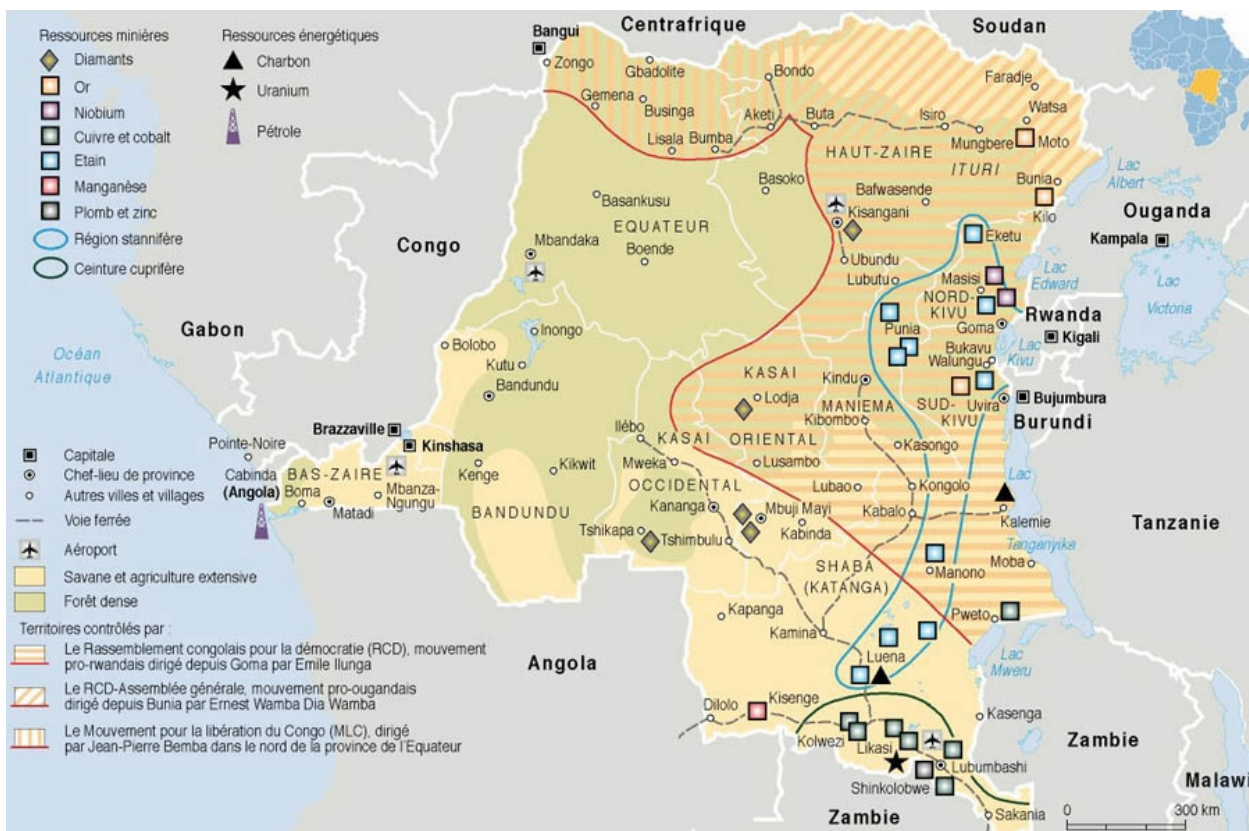
Les solutions du conflit Congolais doivent se trouver dans les mains des congolais c'est –a - dire que les congolais se réconcilient entre eux et de faire face aux envahisseurs étrangers Aujourd'Hui ce qui serait probable avec le dialogue inter -congolaise de Sun City en Afrique du sud



# Carte des richesses minières de la république démocratique du Congo

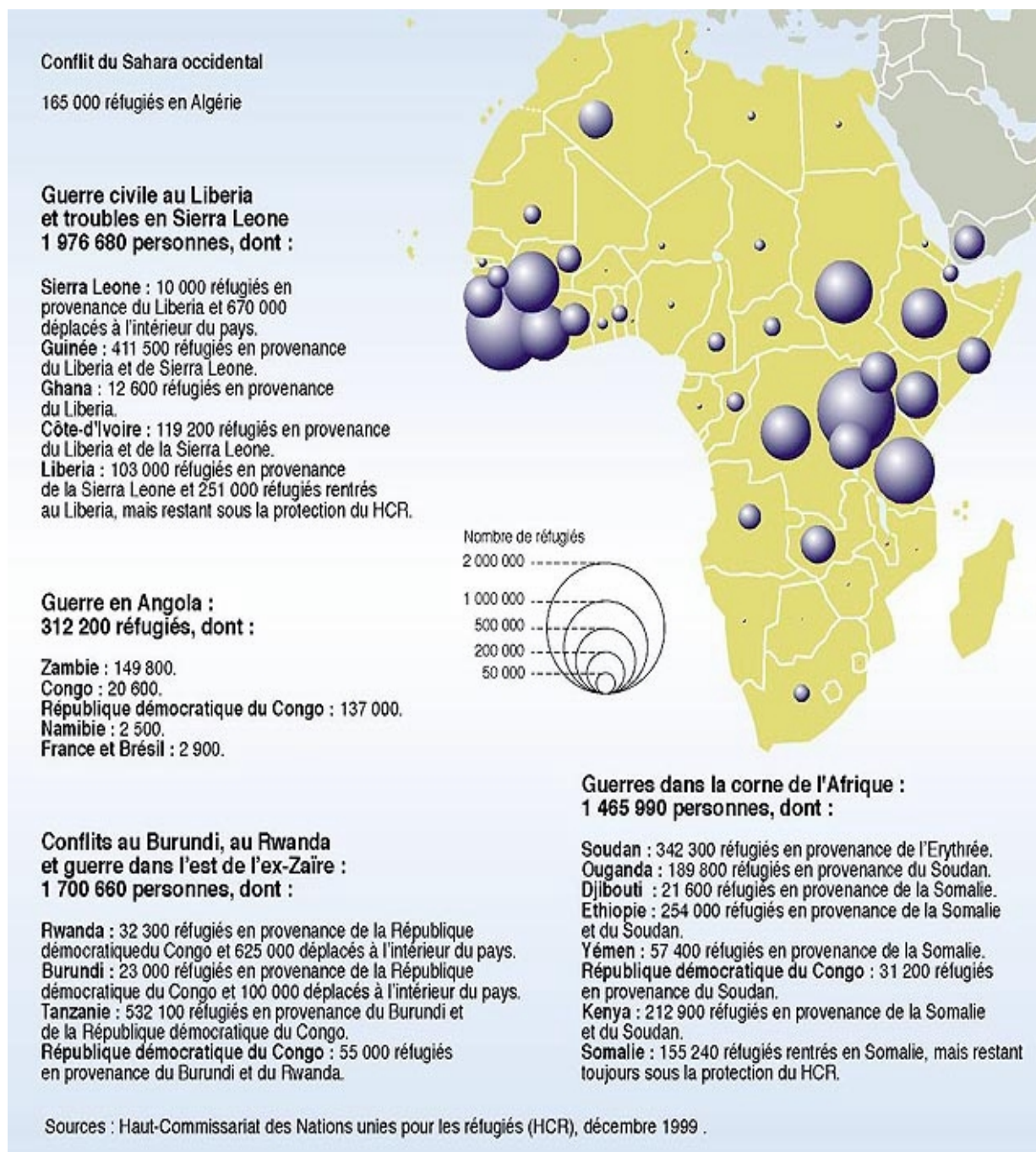


# Carte des richesses minières et partition actuelle De la république démocratique du Congo

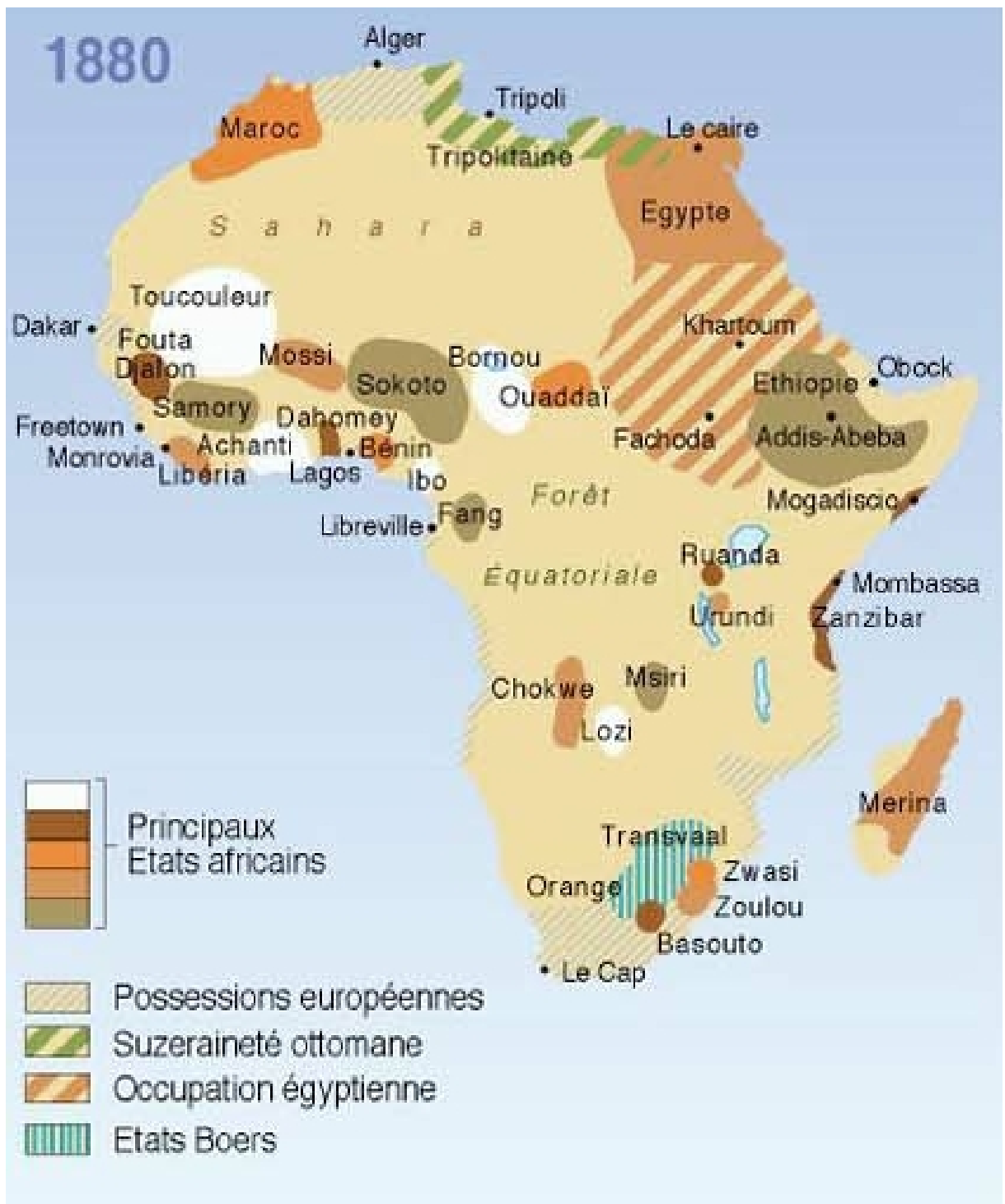




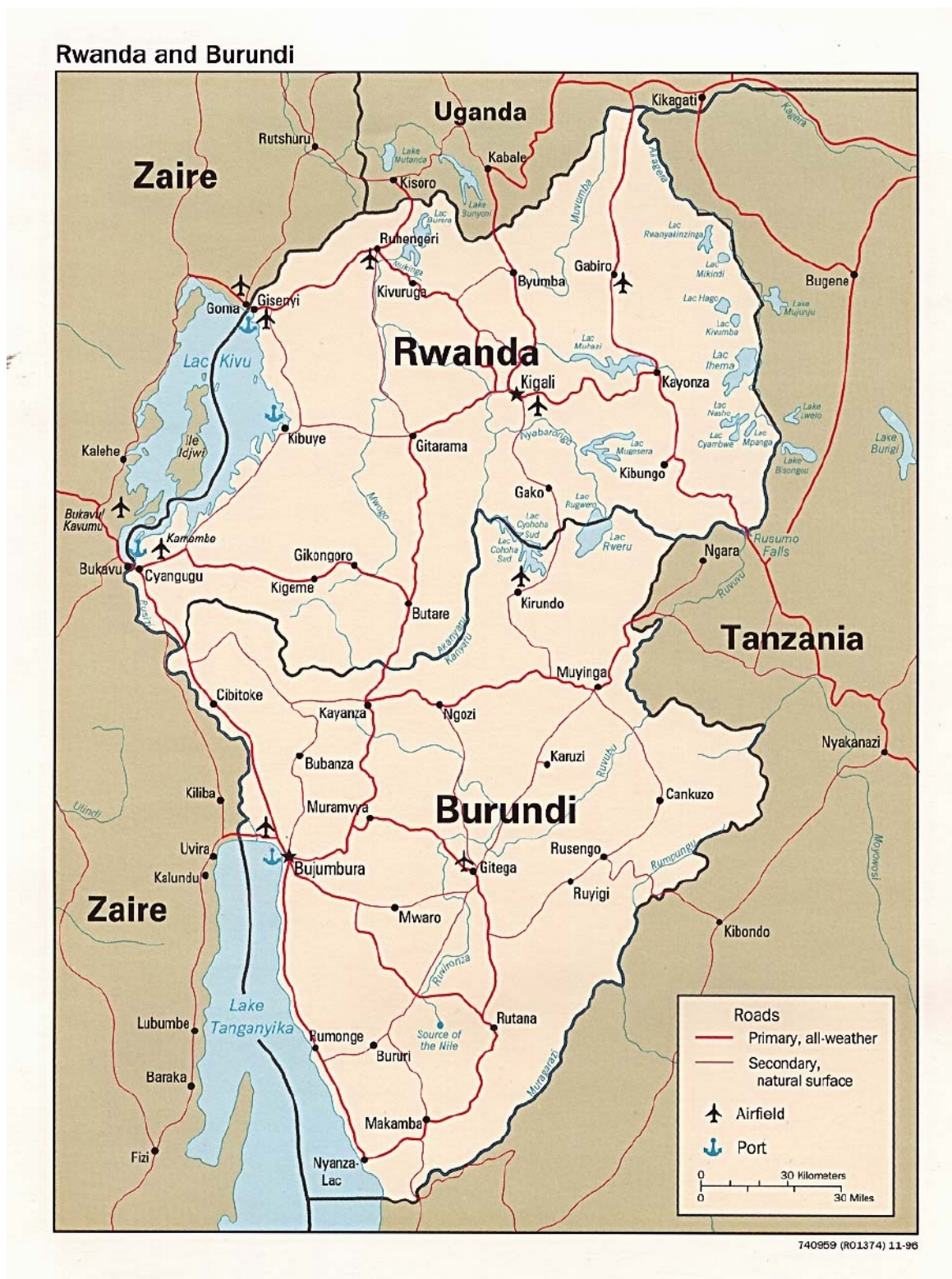
## Carte situation des réfugiés en décembre 1999de



## Carte de l'Afrique avant la colonisation



# Carte de situation du Rwanda et du Burundi



## Bibliographies

- ABDALLAH (Ahmedou Ould), La diplomatie pyromane, Calmann-Lévy, Paris ; 1996
- AMSELLE (J-L) et M'BOKOLO (E), Au cœur de l'ethnie, Ethnies, tribalisme et Etats en Afrique, La découverte, Paris ; 1985
- ARON (Raymond), Démocratie et totalitarisme, Gallimard, Paris ; 1965
- BALENCIE (Jean-Marie) et DE LA GRANGE (Arnaud), Mondes rebelles, Michalon, Paris ; 1996
- CHRETIEN (Jean-Pierre) et PRUNIER (Gérard), Les ethnies ont une histoire, Karthala, Paris ; 1989
- DEBRE (Bernard), L'illusion humanitaire, Plon Paris ; 1997
- DUMONT (R.), Pour l'Afrique, j'accuse, Paris ; 1986
- GUEHENNO (Jean-Marie), La fin de la démocratie, Flammarion, Paris ; 1993
- IMBEAULT (Marc) et MONTIFROY (Gérard), Géopolitique et démocraties, Editions Sciences et Cultures, Montréal ; 1995
- LACOSTE (Yves), Dictionnaire de géopolitique, Flammarion, Paris : 1993
- LE BON (Gustave), Psychologie des foules, PUF, Paris ; 1947
- LUGAN (Bernard), Afrique, de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire, C. de Bartillat, Paris ; 1995
- MARCHAL (Omer)**, Afrique, Afrique, Fayard, Paris ; 1983.
- MESSMER (Pierre), Les Blancs s'en vont – Récits de décolonisation, Albin Michel, Paris, 1999
- NANTET (Bernard), L'Afrique entre mythes et réalités, Paris, Cherche Midi ;1995
- REVEL (Jean-François), Le regain démocratique, Fayard, Paris ; 1992
- ROUGIER (Louis), La mystique démocratique, ses origines, ses illusions, Albatros, Paris ; 1983
- THUAL (François), Repères internationaux, l'événement au crible de la géopolitique, Ellipses, Paris ; 1997
- VERSHAVES (François-Xavier), La Françafrique – Le plus long scandale de la république, Stock, Paris ; 1998
- VERSHAVES (François-Xavier), Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique, Les arènes, Paris ; 2000
- ZARTMANN (William), La résolution des conflits en Afrique, Paris, L'Harmattan, 1990

- Henry Lelièvre, DEMAIN L'AFRIQUE LE CAUCHEMAR L'ESPOIR ?  
 PATRICE Yengo LES CONGOS DANS LA TOURMENTE ,KARTHALA  
 Jean-Marc Arnaud de la Grange MONDES REBELLES éditions Michalon  
 ~ BRAEKMAN Colette : La république démocratique du Congo dépecée par ses voisins  
 Jeannôt MOKILI DANGA KASSA LA CRISE CONGOLAISE Enjeux et  
 Reconstruction Nationale  
 Colette Brackman Les nouveaux Prédateurs (politique des puissances en Afrique  
 centrale) édition FAYARD  
 De S.MARYSSE et F.Reyntjens L'afrique des Grands Lacs Annuaire 2000 2001 et 2001-  
 2002  
 Hugo –Sada La revue internationale et strategie L'Afrique entre guerre et paix  
 Printemps 1999  
 ~ L'atlas des guerres 2000 – Les vraies menaces du 3<sup>ème</sup> millénaire – Edition Michel Lafon  
 – Pascal Boniface et l'IRIS  
 ~ L'état du monde 2000 - Edition : La découverte.  
 J.A /l'intelligent N° 2198 Du 23 février au mars 2003  
 J.A/ L'intelligent N°2197 Du 16 22 Février 2003

### Sites internet

- ~ La documentation française : [www.ladocfrancaise.gouv.fr](http://www.ladocfrancaise.gouv.fr)  
 ~ Ministère des Affaires Etrangères et coopération : [www.diplomatie.fr](http://www.diplomatie.fr)  
 ~ Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale : [www.ihedn.fr](http://www.ihedn.fr)  
 ~ Débat National République Démocratique du Congo :  
[www.congo2000.com/debat\\_national/documents](http://www.congo2000.com/debat_national/documents)

- ~ République démocratique du Congo (ex-Zaire) :  
[www.ciral.ulaval.ca/alx/amlxmonde/afrique/czaire.htm](http://www.ciral.ulaval.ca/alx/amlxmonde/afrique/czaire.htm)
- ~ Voilà : L'actualité avec l'Agence France Presse / : [http://afp.voilà.fr/journal/mon/\\*\\*\\*\\*.html](http://afp.voilà.fr/journal/mon/****.html) (plusieurs dépêches)
- ~ Média Congolais : [www.mediacongolais.com/analyse.html](http://www.mediacongolais.com/analyse.html)
- ~ Le Monde diplomatique : [www.monde-dipomatique.fr](http://www.monde-dipomatique.fr)
- ~ The National Council for Science and the Environment NCSE / Issue brief for congress / Congo (formerly Zaire) : <http://www.cnie.org/nle/inter-55.html>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Histoire/chroniqu.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Histoire/gdsdaap.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Culture/Litterature/Sary01.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Culture/Litterature/Sary01.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Politique/recensem.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/Langues.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/ordre.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/dmograph.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/gotransp.htm>
- ~ CONGONLINE : <http://www.congonline.com/geo/hydrogra.htm>

~ Archives de Le Soir Bruxelles :

[http://www.multimania.com/licopa/guerre\\_pour\\_diamant.htm](http://www.multimania.com/licopa/guerre_pour_diamant.htm),

<http://www.multimania.com/licopa/irin041199.htm>,

[http://www.multimania.com/licopa/revelations\\_accablantes\\_congo.htm](http://www.multimania.com/licopa/revelations_accablantes_congo.htm),

[http://www.multimania.com/licopa/notre\\_congo.htm](http://www.multimania.com/licopa/notre_congo.htm)

<http://bleumer.tm.fr/rwanda> : fiches de lecture

<http://www.oneworld.org/euforic/courier> : La construction du clivage ethnique au Rwanda

<http://rwanda.free.fr> : Données générales sur le Rwanda

[http://www.encyclopedies.hachette-multimedia.fr/franco/articles/cl\\_850.html](http://www.encyclopedies.hachette-multimedia.fr/franco/articles/cl_850.html)

<http://www.404park.com/travaux> : Travaux de Felip REYNTJENS

<http://www.users.skynet.be/wirira> : Point en 2000 sur les accords d'Arusha

<http://www.assemblee-nationale.fr/2/dossiers/rwanda>

<http://www.calvacom.fr/intermedia> : **Site du TPIR d'Arusha**

<http://www.geocities.com/capitolhill> : **Suivi de la crise des Grands**

**Lacs**

<http://www.hrw.org/worldreport> : **Site de Human Rights Watch**

